

TEBBOUNE REÇOIT LE MINISTRE
FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Alger et Paris reprennent le chemin du dialogue

Lire l'article de R. N. page 3



L'ENTITÉ SIONISTE BLOQUE
L'ENTRÉE DES VACCINS

Plus de 600.000 enfants menacés par la polio

Lire l'article de
Mohamed Mehdi page 2

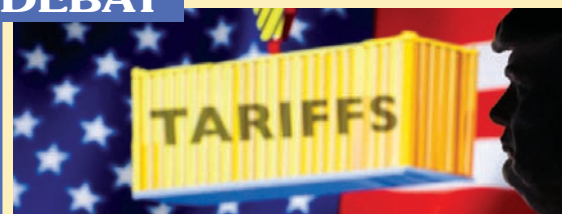


SAHARA OCCIDENTAL

«La légitimité internationale, base de toute solution juste»

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4

DÉBAT



Les limites de la diplomatie agressive de Trump dans un monde multipolaire

Par Salah Lakoues page 7

L'entité sioniste bloque l'entrée des vaccins Plus de 600.000 enfants menacés par la polio



Mohamed Mehdi

Dimanche, 548^e jour de l'agression sioniste et 36^e jour de blocus humanitaire total, l'armée sioniste poursuit ses massacres contre la population civile de Gaza. Le nombre de victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 50.695 martyrs et 115.338 blessés, a indiqué hier le ministère de la Santé de Gaza dans son rapport statistique quotidien. Sont inclus dans ces chiffres les 26 martyrs et 113 blessés enregistrés lors des précédentes 24 heures (vendredi). Le document précise que depuis la reprise des massacres sionistes sur Gaza, le 18 mars dernier, le bilan a atteint 1.335 martyrs et 3.297 blessés.

Pas moins de 16 martyrs et des dizaines de blessés ont été victimes des bombardements d'hier sur plusieurs régions de Gaza, selon un bilan établi vers 15 heures (localement) par des sources médicales citées par Al Jazeera.

Les bombardements meurtriers ont ciblé des tentes de personnes déplacées à Al-Zawaida et une maison dans le quartier d'Al-Tawam, dans le centre, la région de Ezbet Abd Rabbo à Jabaliya, au nord, et la ville d'Abasan Al Kabira, à Khan Younes, au sud de la bande de Gaza.

A Rafah, l'artillerie et l'aviation militaire israéliennes ont fait exploser plusieurs bâtiments dont nombre d'entre eux étaient déjà partiellement détruits lors des précédents bombardements.

PAS DE VACCINS POUR LA POLIO

Dans un autre communiqué, le ministère de la Santé alerte sur le risque qu'encourent plus de 600.000 enfants de Gaza de contracter la polio en raison de l'interdiction d'entrée imposée par l'entité sioniste de toute aide alimentaire et médicale y compris les vaccins contre la poliomyélite.

«L'empêchement par l'occupation israélienne de l'entrée des vaccins contre la polio dans la bande de Gaza constitue une bombe à retardement qui menace de propager l'épidémie. 602.000 enfants risquent de souffrir d'une paralysie permanente et d'un handicap chronique», déclare le ministère, mettant en garde également contre la mortalité infantile due à la

malnutrition en raison du blocage des aides humanitaires.

Par ailleurs, le ministère ajoute que l'état de santé de quelque «13.000 malades et blessés s'aggrave» dans l'attente de la réouverture des points de passage pour suivre un traitement spécialisé à l'étranger.

UNICEF : LE BLOCUS A DES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES POUR PLUS D'UN MILLION D'ENFANTS

De son côté, l'UNICEF a déclaré samedi que le blocage continu de l'aide humanitaire est une «violation du droit international humanitaire» et aura des «conséquences désastreuses pour plus d'un million d'enfants de Gaza».

«Aucune aide n'a été autorisée à entrer dans la bande de Gaza depuis le 2 mars 2025 entraînant des pénuries de nourriture, d'eau potable, d'abris et de fournitures médicales. (...) Vingt-et-un centres de traitement, soit 15% du total des structures ambulatoires, ont fermé depuis le 18 mars 2025 en raison d'ordres de déplacement ou de bombardements. Les 350 enfants qui dépendent de ces sites sont désormais confrontés à une aggravation de la malnutrition, qui peut mettre leur vie en danger».

La même source indique que les «stocks d'aliments complémentaires pour nourrissons sont épuisés dans le centre et le sud de Gaza» et qu'il «ne reste que suffisamment de préparations pour nourrissons prêtes à l'emploi (PRUE) pour 400 enfants pendant un mois», et estime à «près de 10.000 nourrissons de moins de six mois (qui) ont besoin d'une alimentation complémentaire».

«Pour le bien de plus d'un million d'enfants dans la bande de Gaza, nous exhortons les autorités israéliennes à garantir, au minimum, la satisfaction des besoins fondamentaux de la population, conformément à leurs obligations en vertu du droit international humanitaire», a déclaré Édouard Beigbeder, directeur régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

«Cela inclut leur responsabilité légale de veiller à ce que les familles reçoivent la nourriture, les soins médicaux et les autres fournitures essentielles dont elles ont besoin pour survivre», a-t-il ajouté.

Algérie-Nigéria La ligne aérienne Alger-Abuja lancée

Une nouvelle ligne aérienne d'Air Algérie reliant Alger à Abuja (Nigéria) a été inaugurée, dimanche, à l'aéroport international Houari Boumediene (Alger). La cérémonie de lancement du vol inaugural, assuré par un avion d'Air Algérie de type Boeing 737-600, s'est déroulée sous la supervision du Secrétaire général du ministère des Transports, M. Djamel Eddine Abdelghani Dridi, du chargé d'affaires de l'ambassade du Nigéria en Algérie, M. Abdussalam Alwan Habu, et de la directrice de la division commerciale d'Air Algérie, Mme Hosnia Kaoua.

Cette ligne directe sera assurée une fois par semaine avec un départ d'Alger vers Abuja tous les dimanches à 19h30 et une extension vers Douala (Cameroun). Le vol retour d'Abuja vers Alger est programmé chaque vendredi à 03h30 du matin.

A cette occasion, le SG du ministère des Transports a qualifié cet événement d'«historique», qui s'inscrit, a-t-il dit, dans le cadre des démarches visant à faire de l'aéroport d'Alger un hub régional, rappelant que l'ouverture de cette ligne aérienne directe intervient dans le cadre de la mise en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de la mise en œuvre des accords de coopération bilatérale

dans le domaine aérien entre les deux pays.

De son côté, le diplomate nigérian a exprimé ses remerciements au peuple et au gouvernement algériens, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre l'Algérie et le Nigéria, qualifiant cette initiative «d'opportunité exceptionnelle» pour son pays et pour le continent africain en général.

M. Habu a précisé que cette nouvelle ligne aérienne ouvrira des perspectives prometteuses pour le renforcement des échanges commerciaux et l'organisation d'événements sportifs entre les deux pays, soulignant qu'elle est aussi un marché prometteur pour la compagnie Air Algérie, compte tenu du grand nombre d'habitants au Nigéria et de sa place économique dans le continent africain.

Il a, par ailleurs, mis en avant l'importance de l'appartenance de l'Algérie et du Nigéria à de nombreuses organisations africaines, régionales et internationales, ce qui renforce, a-t-il dit, les opportunités de coopération et d'intégration entre les deux pays dans divers domaines. Il a rappelé, dans ce cadre, la signature de l'accord de réalisation du projet de gazoduc transsaharien (Algérie-Nigéria-Niger), permettant de

consolider les relations économiques entre les deux pays.

De son côté, Mme Kaoua a adressé ses remerciements aux autorités algériennes et nigérianes pour leur soutien, affirmant que cette ligne contribuera au renforcement des échanges économiques et touristiques entre les deux pays.

Elle a ajouté que le lancement de cette ligne coïncide avec le plan de la compagnie pour la modernisation de la flotte, avec l'acquisition de 16 nouveaux avions et la transformation d'Alger en un hub régional reliant l'Afrique à l'Europe et au Moyen-Orient.

Mme Kaoua a précisé que le réseau africain de la compagnie a enregistré une hausse du nombre des voyageurs qui est passé de 102.000 voyageurs en 2014 à 179.000 voyageurs en 2024, soit une hausse de 76%, faisant état de l'augmentation du nombre de dessertes vers les pays africains, de 13 à 25 dessertes par semaine actuellement, avec l'objectif de les porter à 40 vols par semaine à l'horizon 2026, et l'ouverture de nouvelles destinations comme Addis-Abeba, Libreville, N'djamena et autres.

Air Algérie tend également à renforcer sa présence sur le marché européen et britannique, en augmentant le nombre de dessertes vers ces destinations.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Les maîtres du jeu

Doit-on croire que toutes les mesures commerciales mises en œuvre par

l'administration américaine, ces dernières semaines, notamment la hausse des taxes douanières, décriées à travers le monde, y compris aux Etats-Unis, n'ont qu'un seul et unique objectif, en l'occurrence la chute du prix du baril de pétrole ? Pour un objectif annoncé par le président Trump tout au long de sa campagne électorale, on se rappelle son leitmotiv «fore, bébé, fore», et tant le résultat est déjà palpable, il faut bien y croire. Le président Trump a plaidé pour la relance de l'extraction de pétrole et de gaz afin de faire baisser les prix à la pompe, booster l'économie américaine et asseoir une suprématie énergétique mondiale des Etats-Unis. Dans cette même optique visant le prix du baril, rappelons également que lors d'un discours au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, le 23 janvier 2025, soit trois jours après son installation à la Maison Blanche, il a affirmé qu'il compte «demander à l'Arabie saoudite et à l'OPEP de réduire le prix du pétrole», s'étonnant «qu'ils ne l'aient pas fait avant les élections». Ajoutant qu'il exigerait que les taux d'intérêt baissent si les prix du pétrole baissent. Et c'est ce qu'il a réclamé ces deux derniers jours au patron de la Réserve fédérale Jerome Powell. Baisse du prix du baril, baisse des taux d'intérêt (qui dérangent les riches), une suite logique des événements pour le président Trump, même si le patron de la Réserve fédérale résiste encore, prétextant qu'«il est trop tôt pour dire quelle est la politique monétaire appropriée». Trop tôt pour se faire une idée précise à propos d'un marché pétrolier insta-

ble, où la moindre brise peut changer la donne. A regarder de près, c'est la hausse des taxes douanières

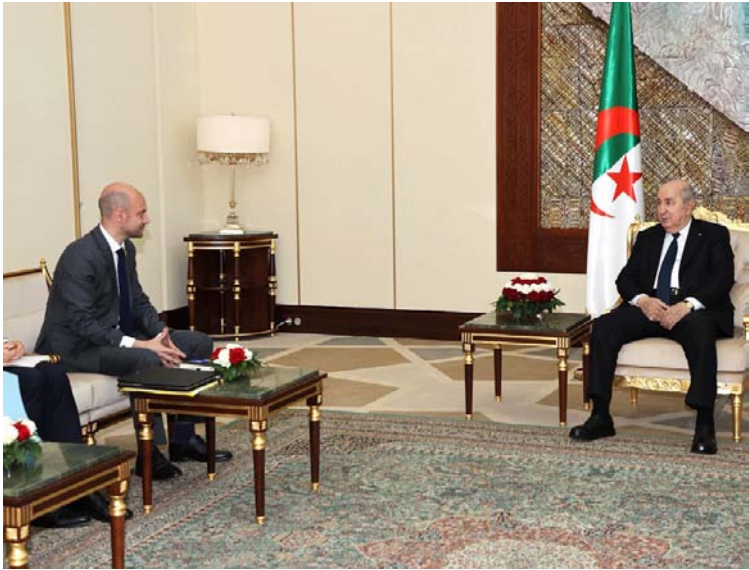
imposée par les Etats-Unis aux autres pays, presque tous les pays de la planète qui peuvent exporter un grain vers les Etats-Unis, qui est à l'origine de l'effondrement du marché pétrolier. La tension douanière, qui a créé des incertitudes en matière de croissance économique mondiale, a provoqué la chute du prix du baril de Brent, une chute d'un taux de 6,50% (65,58 dollars le baril), soit son plus bas depuis août 2021. Les inquiétudes dans un contexte de guerre commerciale mondiale, ajoutées à l'anticipation des pays exportateurs de pétrole, qui ont opté pour la mise en œuvre d'un ajustement de la production de 411.000 barils/jour en mai 2025, selon un communiqué de l'Opep+ paru jeudi dernier, n'arrangent pas la courbe du baril. Est-ce que l'Opep+ va réviser sa décision lors de sa prochaine réunion et revenir à la politique de la réduction des quotas pour éviter une abondance sur le marché, inévitable dans les circonstances entourant actuellement l'économie mondiale ? De ce point de vue, tous les leviers de la politique menée par le président américain se trouvent entre les mains de l'Opep+. Il serait vain de mettre en œuvre une politique de réciprocité qui précipiterait la récession de l'économie mondiale, même si cela est exigé par l'obligation de riposte, car il suffit d'assécher le marché pétrolier pour stabiliser le prix du baril, et pourquoi pas lui donner un coup de fouet à la hausse, pour contrer la guerre commerciale engagée par le président qui vise principalement la chute du prix du baril pour améliorer rapidement l'économie de son pays.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20**Imp.: Oran:** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Diffusion:** Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Tebboune reçoit le ministre français des Affaires étrangères Alger et Paris reprennent le chemin du dialogue

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche à Alger, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française, M. Jean-Noël Barrot et la délégation qui l'accompagne.



R. N.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et du Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Lounès Magramane.

A sa sortie de son entretien de 2H30 avec le président de la république Abdelmadjid Tebboune, Jean-Noël Barrot a annoncé, la volonté des deux pays "d'entrer dans une nouvelle phase" et de "tourner la page".

"Avec le président Tebboune, nous avons exprimé la volonté partagée de lever le rideau" pour "reconstruire un partenariat d'égal à égal, serein et apaisé", a déclaré M. Barrot, annonçant une reprise immédiate de la coopération dans tous les domaines.

Arrivé hier à Alger, M. Jean-Noël Barrot avait été reçu auparavant par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf au siège du ministère avec lequel il a eu des entretiens.

Avec M. Attaf, les échanges ont été «approfondis, francs et constructifs dans la droite ligne de l'échange entre les présidents Macron et Tebboune», se concentrant sur «les sujets régionaux et la relation bilatérale y compris les sujets migratoires», a indiqué une source diplomatique française à l'AFP.

Pour rappel, Ahmed Attaf avait reçu, jeudi dernier, un appel téléphonique de son homologue français, M. Jean-Noël Barrot.

Lors de cet entretien, les deux chefs des diplomaties ont « passe en revue les principaux dossiers auxquels les deux chefs d'Etat ont demandé que soit accordée une

attention particulière dans le cadre plus large du règlement des différends qui sont venus récemment contrarier le cours normal de la relation algéro-française », selon un communiqué du ministère

Quelques jours auparavant, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait reçu un appel téléphonique de son homologue français, M. Emmanuel Macron. L'échange entre les deux chefs d'Etat avait été qualifié de « franc et amical », et les deux présidents ont réitéré leur volonté de renouer le dialogue fructueux qu'ils avaient consacré avec la Déclaration d'Alger d'août 2022.

Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron « sont convenus de la reprise sans délai de la coopération sécuritaire et se sont accordés sur le fait qu'une coopération migratoire confiante, fluide et efficace permettant de traiter de toutes les dimensions de la mobilité entre les deux pays devait être immédiatement réinitée, dans une logique de résultats répondant aux préoccupations des deux pays ».

En matière mémorielle, il a été indiqué que la commission mixte des historiens « reprendra sans délai ses travaux et se réunira prochainement en France », et les conclusions de ses travaux et ses propositions concrètes seront remises aux deux chefs d'Etat « avant l'été 2025 ».

Dans un autre domaine sensible, en l'occurrence la coopération judiciaire entre les deux pays, les deux présidents sont convenus de la reprise des échanges et des coopérations dans ce registre, prévoyant dans ce cadre une visite prochaine à Alger du ministre français de la Justice. Sur le plan économique, en sus d'un appui de la France à la révision de l'accord d'association Union européenne-Algérie, les deux présidents se sont engagés à œuvrer « au renforcement des échanges et des investissements dans le respect des intérêts des deux pays ». Les deux présidents ont aussi arrêté le principe d'une rencontre prochaine.

Raïna Raïkoun Sid Lakhdar Boumediène

Toutes les hypothèses pour expliquer le basculement d'un homme ou d'une femme vers un changement de personnalité hautement répréhensible, voire dangereux, ont été étudiées, depuis les sciences médicales jusqu'aux sciences humaines comme la psychologie.

Pourquoi un être humain bascule-t-il vers l'horreur et l'abjection, d'une manière subite ou progressive, alors que rien de son passé ne le laissait supposer ? Lorsqu'il s'agit d'explorer le fin fond de la personnalité humaine, je persiste à affirmer que nul ne peut avoir une certitude, par le biais d'aucune discipline de recherche. Nous devons exclure de ce doute les explications par la démence ou la vengeance, toutes les deux lorsqu'elles sont objectivement observables et attestées (donc pas enfouies). L'ennui dans les approches des spécialistes pour comprendre les causes des basculements humains est qu'elles peuvent se lire en validation des hypothèses ou en infirmation, pourtant pour un même cas. Autrement dit si vous prenez en compte la cause psychologique la plus retenue, soit la survenance d'un fait traumatisant dans la vie d'un homme, lointain ou plus proche, vous ouvrez toutes les portes à des spéculations hasardeuses. Le cas d'Eric Zemmour est un exemple particulièrement parlant pour mettre en doute les explications tranchées et définitives qui nous persuaderaient par leur signature scientifique en psychologie.

Eric était un gentil garçon qui faisait partie de notre entourage sans en être un intime du cercle rapproché des camarades. Rien à priori ne laissait penser qu'il basculerait un jour dans l'abject et l'innommable. Diplômés tous les deux de l'Institut d'Études politiques en 1979, tout dans son comportement ne pouvait faire un lien direct et prévisible avec la descente future aux enfers de l'humain.

Passons en revue un petit nombre d'explications habituelles. L'oubli ayant fait son travail, nous pouvons apprendre sur Internet qu'il a fréquenté des établissements confessionnels privés et qu'il saurait parler et lire l'hébreu. Et alors ? Si tous ceux qui avaient fréquenté des établissements confessionnels basculaient vers l'horreur de la pensée, je n'imaginerai pas l'état de ce monde. Tout le monde ne devient pas Netanyahu.

Puis nous pourrions penser que c'est un malaise de porter ce nom et d'assumer les sous-entendus de la droite réactionnaire chrétienne française. Il se serait senti déclassé dans son état de juif ? Si tous ceux qui portent le nom de Bensousson, El Kabbach, Amar, Chekroun et autres, devaient ressentir une honte ou une rancune, la société rentrerait dans une guerre civile. Eric Zemmour se sentirait blessé par ses deux échecs au concours d'entrée à l'ENA ? Ce serait la confirmation

des propos de beaucoup. C'est vrai qu'Eric Zemmour fustige continuellement ce qu'il appelle l'intelligentsia

de gauche, responsable de tous les maux de la France et qu'on penserait que c'est une rancœur enfouie. Echouer au terrible concours de l'ENA n'est ni une honte ni n'atteste d'un niveau intellectuel insuffisant car que ce serait des séquelles psychologiques pour tant de gens, pourtant très instruits comme Eric Zemmour. La dénonciation des élites, particulièrement de gauche, n'est ni plus ni moins l'accusation constante des mouvements populistes d'extrême droite. Eric serait là dans un discours mimétique habituel plutôt qu'explicatif de sa supposée vengeance.

En plus, il avait été l'un des auteurs de livres les plus vendus en France. Puis il fut un journaliste reconnu dans sa compétence même si ses opinions d'extrême droite étaient visibles et assumées. Comme traumatisme de non reconnaissance, nous en trouvons des plus convaincants tout de même.

Il accuse l'immigration d'être le fléau d'une invasion qui détruirait la noble histoire et culture françaises. C'est presque un gag et de l'opportunisme car s'appeler Zemmour et revendiquer le sang bleu et catholique d'un Clovis ou Philippe le Bel c'est comme si un Hamza revendiquait sa descendance de Jeanne d'Arc. Il aurait été traumatisé récemment par la perte de son père, juif d'Algérie, ce que certains évoquent pour expliquer une radicalisation freudienne encore plus forte ? Si tous ceux qui ont la douleur de perdre l'être cher devaient plonger dans la fureur paranoïaque d'Eric Zemmour, il ne resterait plus aucun être humain sur cette terre. Puis de toute façon l'explication est irrecevable car Eric Zemmour était Eric Zemmour depuis très longtemps auparavant.

Son complexe d'un physique plutôt petit qui dans l'histoire est souvent prêté à beaucoup d'hommes pour expliquer leur rage à prouver par l'horreur et la dictature qu'ils sont plus grands, Napoléon, Hitler et bien d'autres ? Si tous ceux qui ne ressembleraient pas à Brad Pitt ou à Monica Bellucci devaient se venger par leur pouvoir sur les populations, c'est mal parti pour les millions d'autres. Non, il ne faut pas perdre son temps à comprendre les racines du basculement d'un être humain, depuis sa sympathique cordialité et esprit jovial avec ses camarades jusqu'à la pensée immonde. C'est inéluctable que l'humanité en connaisse alors que rien ne les disposaient à l'être. Eric Zemmour est de ceux-là, il ne faut pas s'expliquer sur le pourquoi mais le combattre avec les puissantes armes dont disposent la rationalité et les démocraties. Eric est devenu dangereux, il faut le mettre à genoux par la force légitime et l'empêcher de réussir son plan diabolique. L'être humain est complexe, souvent imprévisible, sinon il ne le serait pas.

Retraite Les bénéficiaires nés en avril appelés à renouveler leurs documents justificatifs

La Caisse nationale de retraite (CNR) a appelé les bénéficiaires de pensions ou d'allocation de retraite nés au mois d'avril à renouveler leurs documents justificatifs durant le mois en cours, indique, dimanche, un communiqué de la Caisse.

"Le renouvellement des documents s'effectue soit à travers la technique de reconnaissance faciale pour les bénéficiaires de pension directe, via la plateforme mobile +Retraite-Dz+ pour les bénéficiaires de pension de réversion ou bien en se rapprochant du siège de l'agence locale", précise la même source.

Pour le renouvellement annuel de la pension directe, les documents concernés sont "une fiche familiale d'état civil avec mentions marginales ou un certificat de vie pour les retraités célibataires".

Pour les bénéficiaires de pension de réversion, les documents à renouveler, selon le cas, sont les suivants:

- Pour la veuve: un certificat de non-remariage, une fiche familiale d'état civil avec mentions marginales,
- Pour la fille orpheline majeure: un certificat de non-remariage et une attestation de non-activité professionnelle rémunérée,

- Pour les orphelins majeurs: un certificat de scolarité pour les moins de 21 ans, et une copie du contrat d'apprentissage pour les moins de 25 ans,

- Pour les ascendants: une fiche familiale d'état civil avec mentions marginales (Non décédé),
- Pour les enfants présentant une incapacité au travail: une attestation de non-activité professionnelle rémunérée, une fiche familiale d'état civil avec mentions marginales", précise la même source.

Le renouvellement des documents est obligatoire une fois par an, durant le mois anniversaire du retraité.

Sahara occidental « La légitimité internationale, base de toute solution juste »



El-Houari Dilmi

Le président du Comité national algérien pour la solidarité avec le peuple Sahraoui, Saïd Ayachi, a souligné, hier, que la visite de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies, Stephen de Mistura, est une visite périodique visant à consulter les parties concernées par le conflit du Sahara occidental, dans le but de résoudre la stagnation politique chronique conformément à la légalité internationale ».

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Saïd Ayachi, a expliqué que cette visite s'inscrit « dans le cadre des préparatifs de la prochaine réunion du Conseil de sécurité de l'ONU prévue à la mi-avril en cours, où le SG des Nations unies devrait soumettre un rapport complet sur les derniers développements liés au droit à l'Autodétermination du peuple sahraoui, un droit garanti par le Droit international et les Conventions internationales », a-t-il souligné.

L'invité de la Radio a également indiqué que les pourparlers qui ont réuni la direction de la RASD au cours des deux derniers jours avec De Mistura, a été « une opportunité pour la partie sahraouie d'exposer sa position et le droit de son peuple à disposer de lui-même, conformément à la légalité internationale ». Le président du Comité national algérien pour la solidarité avec le peuple Sahraoui, a en outre, affirmé que « cette visite offre une occasion de

revoir les derniers développements liés au conflit du Sahara occidental, et d'étudier les différentes suggestions et propositions que devraient inclure le rapport qui sera soumis aux membres du Conseil de sécurité des Nations unies, le 15 avril, selon les résultats de ces consultations ». En ce qui concerne le rôle du Conseil de sécurité, Saïd Ayachi, a souligné que « le dernier mot revient aux membres du CS, ajoutant que « le peuple sahraoui et ses partisans, dans le monde entier, comptent beaucoup sur le rôle décisif de cet organisme international pour mettre fin à l'état de stagnation imposé par l'attitude hostile du régime du Makhzen marocain qui s'obstine à ignorer la légalité internationale, et la nécessité absolue d'un référendum pour décider du sort du Sahara occidental en tant que dernière colonie en Afrique ». Et d'ajouter : « il reste à espérer que les membres du Conseil de sécurité, en particulier les grandes puissances, usent de leur influence pour rétablir les Sahraouis dans leur droit légitime ».

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

En ce qui concerne les préoccupations exprimées par certaines parties au sujet du retour aux affaires du président américain Donald Trump et son impact sur les résolutions du Conseil de sécurité, l'hôte de la Radio a indiqué que « les USA ne peuvent à eux seuls imposer leur volonté à la Com-

munauté internationale ». « Il n'est pas encore clair pour savoir si la nouvelle administration américaine continuera à violer les fondements du droit international », a encore estimé Saïd Ayachi, dans une allusion à la reconnaissance par Trump du prétendu plan d'autonomie marocain exprimé à la fin de son premier mandat.

Les violations des droits humains dans les territoires occupés, Ayachi a souligné que ces violations « sont documentées par les ONG et les Associations des droits de l'Homme, comme cela a été constaté par l'envoyé spécial de l'ONU, lors de sa visite dans les territoires occupés en 2023.

« Les autorités marocaines de l'occupation continuent d'empêcher les Organisations internationales et des droits de l'Homme de visiter les centres de détention et les prisons dans les villes occupées du Sahara occidental et d'expulser périodiquement les militants des droits de l'Homme.

Et de se demander encore et toujours pendant combien de temps ces pratiques inhumaines vont-elles perdurer », a-t-il indiqué. « La solidarité internationale avec le peuple sahraoui est grande dans le monde, y compris en France, malgré les médias mainstream français dominés par les lobbies financiers et inféodés au sionisme. Les Nations unies assument une responsabilité historique dans ce dossier, au même titre que la question palestinienne », a-t-il conclu.

Le droit à l'autodétermination réaffirmé

L'Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Stafan de Mistura, a achevé samedi soir sa visite dans les Camps de réfugiés sahraouis portant sur la réalité et les perspectives du processus de paix parrainé par les Nations unies dans la dernière colonie d'Afrique, et au cours de laquelle l'attachement du peuple sahraoui à ses droits légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance a été réaffirmé.

Au cours de sa visite de deux jours, qui s'inscrit dans le cadre de la préparation de son briefing qu'il tiendra devant le Conseil de sécurité onusien à la mi-avril courant, De Mistura a rencontré les responsables sahraouis, à leur tête le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, et les représentants du peuple sahraoui ainsi qu'avec les composantes de la société civile sahraouie, qui ont unanimement réitéré l'attachement du peuple sahraoui à son droit inaliénable à l'autodétermination et au recouvrement de la liberté et de l'indépendance.

Lors de la réception officielle donnée à Staf-

fan de Mistura, au siège de la présidence sahraouie, Brahim Ghali, a réitéré l'attachement du Front Polisario aux revendications légitimes du peuple sahraoui et la poursuite de son combat jusqu'à obtenir gain de cause et arracher son indépendance ».

Dans une déclaration aux médias à l'issue de la rencontre entre MM. Ghali et De Mistura, le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU et coordinateur avec la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Mohamed Sidi Omar, a souligné que « la discussion lors de cette réunion a porté sur la réalité et les perspectives du processus de paix parrainé par les Nations unies au Sahara occidental », occupé par le Maroc depuis 1975.

Et de préciser : « Au cours de cette réunion, le président Ghali a exprimé l'attachement du peuple sahraoui à son droit inaliénable et non négociable à l'autodétermination et à l'indépendance, et son engagement à travailler et à coopérer avec les Nations unies et l'Union afri-

caine (UA) pour parvenir à une solution juste et durable à la question du Sahara occidental, qui reste à l'ordre du jour des Nations unies en tant que question de décolonisation ».

Sidi Omar a souligné, par ailleurs, que la visite de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU « s'inscrit dans le cadre d'une tournée qui l'a conduit dans la région pour rencontrer les deux parties au conflit, le Front populaire de libération de Saguia el-Hamra et Rio de Oro et l'Etat d'occupation marocain, pour discuter de la situation actuelle et la présenter dans le cadre du briefing qu'il fera devant le Conseil de sécurité le 14 avril ».

La visite de De Mistura a été, en outre, l'occasion de « mettre l'accent sur le cadre juridique de la question sahraouie et l'adhésion du peuple sahraoui à son droit à la liberté et à l'indépendance et à son droit à la résistance légitime, tout en espérant que les Nations unies prendront des mesures concrètes pour achever la décolonisation de la dernière colonie en Afrique », a tenu à préciser également Sidi Omar.

Affaire des 121 kg de cocaïne Trois individus en détention provisoire à Ghardaïa

Le juge d'instruction près le tribunal de Berriane (cour de justice de Ghardaïa) a ordonné le placement en détention provisoire de trois (3) individus et la mise sous contrôle judiciaire de deux (2) autres individus, suite à la découverte récente de plus de 121 kg de drogue dure (cocaïne) dissimulés dans le coffre arrière d'un véhicule utilitaire et au démantèlement d'un réseau criminel constitué de neuf (9) individus, a indiqué, samedi, un communiqué du parquet de la République près le même tribunal.

"Conformément aux dispositions de l'article 11, alinéa 3, du Code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Berriane porte à la connaissance de l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée sous toutes ses formes, notamment celle liée aux drogues et aux comprimés psychotropes, la brigade de la Gendarmerie nationale (GN) de Berriane a procédé, le 25 mars 2025, en coordination avec les services des douanes, à la fouille d'un véhicule utilitaire au niveau du barrage routier nord de la ville, qui a permis la découverte d'une quantité de drogue dure (cocaïne) pesant 121,40 kg qui était dissimulée dans le coffre arrière du véhicule", précise la même source.

L'enquête avec le conducteur répondant aux initiales (B.N) a permis l'identification d'un réseau criminel composé de neuf (9) individus. Il s'agit de (L.M), (K.Kh), (M.A), (B.Dj), (B.L), (B.S), (D.S), (L.Ch), dont cinq (5) ont été arrêtés.

En date du 3 avril 2025, les mis en cause ont été présentés devant le parquet près le tribunal de Berriane, suite à quoi une enquête judiciaire a été ouverte à leur encontre pour constitution d'une association de malfaiteurs en vue de commettre un crime, importation illégale de drogues dures, détention et achat en vue de la vente, chargement, stockage et transport en transit de stupéfiants dans le cadre d'un groupe criminel organisé transfrontalier, trafic constituant une menace pour la santé publique et l'économie nationale, ainsi que pour non-dénonciation de crime et délit d'entrave aux agents chargés du suivi des crimes de drogues", ajoute le communiqué.

"Après avoir auditionné les mis en cause, le juge d'instruction a ordonné le placement sous mandat de dépôt de trois suspects et la mise sous contrôle judiciaire des deux autres, tandis que les autres suspects sont en état de fuite".

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

MINISTÈRE DE L'HABITAT & L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
D'EL BAYADHوزارة السكن و العمران و المدينة
ديوان الترقية و التسيير العقاري لولاية البيض

N° : 23.../DG/OPGI/2025

El Bayadh le :

1ere MISE EN DEMEURE

2025 مارس 20

Pour

Le Gérant de l'entreprise : YOUSFI Laaradj

- Conformément aux dispositions du Décret Présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, modifié et complété, portant réglementations des marchés publics. Notamment son article 112.
- Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28/03/2011, fixant les mentions à porter dans la mise en demeure et les délais de sa publication.

Cette 2ème Mise en Demeure est infligée à l'entreprise désignée sous dessus :

Service Contractant : Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'El Bayadh
Adresse B.P 171 Route Aflou EL Bayadh pos N°22Partenaire Cocontractant : Entreprise YOUSFI Laaradj
Adresse: 267 Rue moulay Hocine RAS EL AIN EL BAYADH

Références du marché :

Marché : N°20/2024 approuvé en date du 27/10/2024, entre :
Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'El Bayadh
ET

Entreprise de : YOUSFI Laaradj

Concernant la réalisation de : 100/200/400 logements en TCE Programme 2022
commune EL BAYADH, Wilaya EL BAYADH.

Objet de la 1ere Mise en Demeure :

- 1- Vu le rapport Bureau d'Etude concernant l'avancement des travaux
- 2- Non respect des clauses contractuelles notamment le dépassement des Délais.
- 3- Non respect d'U planning de réalisation.

Termes Accordées (délai d'exécution de l'objet de la mise en demeure) :

- 1- Reprendre les travaux de réalisation du projet dans un délai qui ne dépasse pas les 08 jours
- 2- Renforcer le chantier en moyens humains, matériels et approvisionnement
- 3- Mettre les moyens nécessaires à l'effet de rattraper le retard constaté.

Sanctions prévues en cas de refus d'exécution :

Dans le cas de votre manquement aux termes accordés, des sanctions seront prises à l'encontre de votre entreprise et notamment :

- 1- Application de la pénalité de retards conformément aux clauses du marché.
- 2- Résiliation au tords du marché (Unilatérale).
- 3- Poursuite pour réparation des préjudices constatés pour non respect des clauses contractuelles.

Le Directeur Général de l'OPGI

ANEP N° 2531005221 Le Quotidien d'Oran 07/04/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

MINISTÈRE DE L'HABITAT & L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
D'EL BAYADHوزارة السكن و العمران و المدينة
ديوان الترقية و التسيير العقاري لولاية البيض

N° : 24.../DG/OPGI/2025

El Bayadh le :

2025 مارس 20

1ere MISE EN DEMEURE

Pour

Le Gérant de l'entreprise : CHOUHA Lakhdar

- Conformément aux dispositions du Décret Présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, modifié et complété, portant réglementations des marchés publics. Notamment son article 112.
- Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28/03/2011, fixant les mentions à porter dans la mise en demeure et les délais de sa publication.

Cette 2ème Mise en Demeure est infligée à l'entreprise désignée sous dessus :

Service Contractant : Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'El Bayadh
Adresse B.P 171 Route Aflou EL Bayadh pos N°22Partenaire Cocontractant : Entreprise CHOUHA Lakhdar
Adresse: Cite Stade CHAREF DJELFA

Références du marché :

Marché : N°21/2024 approuvé en date du 12/11/2024, entre :
Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'El Bayadh
ET

Entreprise de : CHOUHA Lakhdar

Concernant la réalisation de : 100/200 logements en TCE Programme Complémentaire 2022
commune EL BAYADH, Wilaya EL BAYADH.

Objet de la 1ere Mise en Demeure :

- 1- Vu le rapport Bureau d'Etude concernant l'avancement des travaux
- 2- Non respect des clauses contractuelles notamment le dépassement des Délais.
- 3- Non respect d'U planning de réalisation.

Termes Accordées (délai d'exécution de l'objet de la mise en demeure) :

- 1- Reprendre les travaux de réalisation du projet dans un délai qui ne dépasse pas les 08 jours
- 2- Renforcer le chantier en moyens humains, matériels et approvisionnement
- 3- Mettre les moyens nécessaires à l'effet de rattraper le retard constaté

Sanctions prévues en cas de refus d'exécution :

Dans le cas de votre manquement aux termes accordés, des sanctions seront prises à l'encontre de votre entreprise et notamment :

- 1- Application de la pénalité de retards conformément aux clauses du marché.
- 2- Résiliation au tords du marché (Unilatérale).
- 3- Poursuite pour réparation des préjudices constatés pour non respect des clauses contractuelles.

Le Directeur Général de l'OPGI

ANEP N° 2531005222 Le Quotidien d'Oran 07/04/2025

USA

Des milliers d'Américains manifestent contre Trump

Des milliers d'Américains ont manifesté samedi contre Donald Trump, y compris à Washington, pour la première mobilisation d'ampleur depuis le retour au pouvoir du milliardaire fin janvier. De Boston (nord-est) à Houston (sud) et de la Floride (sud-est) au Colorado (ouest), une série de mouvements citoyens de gauche avaient appelé à manifester contre ce qu'ils qualifient d'«accaparement du pouvoir» par le président républicain. Un des principaux rassemblements s'est déroulé au National Mall, immense esplanade entre le Capitole et l'obélisque du Washington Monument, à quelques encablures de la Maison Blanche, dans une atmosphère bon enfant.

Des milliers de personnes s'y sont rassemblées à la mi-journée, brandissant des pancartes avec des messages comme «pas touche à la Sécurité sociale» ou «le fascisme est arrivé», ainsi que des drapeaux américains à l'envers - à l'origine un signal de détresse dans l'armée devenu un signe de protestation politique. «Ils sont en train d'abattre la démocratie», a déclaré à l'AFP, en référence à Donald Trump et Elon Musk, Margie, 64 ans, une retraitée de la fonction publique, portant une cagoule tricotée rose et turquoise évoquant un masque à gaz. «C'est extrêmement inquiétant de voir tout ce qui arrive à nos institutions, et l'équilibre des pouvoirs complètement bouleversé sur tous les plans, de l'environnement aux droits individuels», a abondé Jane Ellen Saums, 66 ans, qui travaille dans l'immobilier à Fairfax, près de Washington. Les organisateurs attendaient 20.000 personnes dans la capitale fédérale



le mais ont affirmé samedi après-midi que la participation était beaucoup plus élevée.

«PAS À VENDRE»

Outre les importants contingents de retraités, en particulier de la fonction publique, ont afflué de nombreux jeunes, y compris des enfants avec leurs parents. «La démocratie n'est pas à vendre», pouvait-on lire sur une pancarte brandie par un père de famille, avec son fils dans une poussette. Plusieurs ténors démocrates ont pris la parole. «Aucune personne dotée de sens moral ne veut d'un dictateur sabotant l'économie qui connaît le prix de tout et la valeur de rien», a déclaré l'élue de la Chambre des représentants Jamie Raskin. Depuis son retour à la Maison Blanche le

20 janvier, Donald Trump invoque la légitimité populaire pour justifier son interventionnisme tous azimuts, au nom d'une conception maximaliste des prérogatives de l'exécutif. «Donald Trump et Elon Musk pensent que ce pays leur appartient. Ils prennent tout ce sur quoi ils peuvent faire main basse et mettent le monde au défi de les arrêter», peut-on lire dans un communiqué publié sur le site d'un des mouvements organisateurs de la manifestation, Indivisible. «Samedi 5 avril, nous descendons dans la rue dans tout le pays pour résister avec un message clair: bas les pattes!», affirme-t-il. «Pas de roi aux USA» Parmi les griefs d'une partie de la population figurent les coupes dans les aides sociales, l'éducation ou la recherche, ainsi que les licenciements de

milliers de fonctionnaires. Beaucoup d'électeurs démocrates reprochent à leur parti d'être inaudible ou impuissant face aux coups de boutoir de l'administration Trump. Abbott Sherwin, un étudiant de 19 ans de Caroline du Nord (sud-est) venu manifester avec son père, a déploré «une grande déconnexion» entre les élus démocrates et les jeunes. «Beaucoup, surtout parmi les plus progressistes, pensent que le Parti démocrate se dégonfle, essaie d'être trop modéré et ne défend pas vraiment nos droits», a-t-il souligné. A New York, où l'affluence était également significative, une manifestante qui travaille dans l'éducation supérieure, Rachael Nevins, s'est dite «très inquiète des attaques contre la connaissance», en particulier des gels de bourses pour les

chercheurs et les étudiants. A Denver, au Colorado, une pancarte proclamait «Pas de roi aux USA». Des manifestations similaires se sont tenues à travers le monde, notamment à Berlin, Paris, Rome et Londres. Donald Trump passe le week-end chez lui en Floride. «J'aurais aimé qu'il soit là plutôt qu'à un tournoi de golf (dans sa propriété de) Mar-a-Lago, et qu'il voit que les gens sont dans la rue», déclare Townley, une femme de 62 ans qui n'a pas donné son nom de famille. «Ca fait du bien de voir autant de gens», abonde Annette, qui à 39 ans vient de perdre son emploi de contractuelle avec l'Etat. «Mais ça ne suffit pas (...) Les gens ne se mobiliseront pas tant qu'ils ne sont pas victimes personnellement», de la politique trumpiste, prévoit-elle.

Pakistan

Les Afghans menacés d'expulsion craignent un avenir détruit

«S'ils m'expulsent, ça va me détruire», s'inquiète Benazir Raufi dans son restaurant déserté par ses compatriotes afghans redoutant, comme elle, les rafles annoncées par Islamabad qui déracineront des milliers de familles, parfois installées depuis des décennies au Pakistan. Les autorités ont dit donner jusqu'au 31 mars aux 1,3 million d'Afghans possédant une carte dite PoR délivrée par le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) pour quitter Islamabad et sa ville-jumelle Rawalpindi.

Ceux-là sont autorisés à rester ailleurs au Pakistan jusqu'au 30 juin. Mais les 800.000 cartes de résidence pakistanaïses dites ACC ont été annulées et leurs détenteurs, comme les Afghans sans permis de séjour, seront arrêtés et expulsés ce mois-ci. Mme Raufi, 45 ans, arrivée il y a 30 ans d'Afghanistan alors en pleine guerre civile, a reçu cette carte quand elle a été créée en 2017. Alors, dit-elle à l'AFP, «le Pakistan nous avait donné le sourire et maintenant, il nous le retire». «S'ils m'expulsent, mon cœur va lâcher. Ou alors je vais me tuer», poursuit-elle. «Je n'ai plus personne» en Afghanistan «et les talibans ne voudront pas de nous», ajoute encore celle qui a vu de loin-les nouvelles autorités s'emparer du pouvoir en 2021.

Après plusieurs visites des services de sécurité, son restaurant de Rawalpindi, immense cité populaire aux portes de la capitale administrative, est vide.

«PAS D'AVENIR POUR MA FILLE»

«Les clients ont trop peur pour venir», assure-t-elle. Et ses dix employées afghanes ont quitté la ville par peur d'être expulsées. Si officiellement la campagne d'ex-

pulsion n'est pas encore lancée, depuis des mois, des militants rapportent harcèlement, racket et brimades contre les Afghans. Rien que «ces trois ou quatre derniers jours, un millier de personnes ont été envoyées en détention à travers le pays et des milliers d'autres sont partis volontairement», rapporte l'avocate Moniza Kakar. Depuis des mois, le Pakistan, englué dans le marasme politique et économique et en proie à des violences islamistes et séparatistes, ne cesse d'accuser des Afghans de semer le trouble sur son sol. Fin 2023 déjà, Islamabad avait expulsé plus de 800.000 Afghans, sans susciter de grande indignation parmi les institutions internationales qui continuent de lui allouer chaque année des programmes d'aide.

Mais «il n'y a pas d'avenir pour moi ou ma fille en Afghanistan», s'emporte Doua Safay, qui témoigne sous un nom d'emprunt par peur de représailles.

Avec le retour des autorités talibanes, l'Afghanistan est devenu le seul pays au monde à interdire la scolarisation des filles au-delà du primaire et à imposer ce que l'ONU appelle un «apartheid de genre».

Au Pakistan, où Mme Safay s'est réfugiée comme 600.000 autres Afghans après la prise de pouvoir des talibans, «je suis libre, je peux aller au parc», une sortie désormais interdite dans son pays, «et ma fille peut aller à l'école», poursuit-elle.

«ILS M'APPELLERONT LE PAKISTANAIS»

Samiullah, lui aussi, s'inquiète pour ses trois filles-qu'il a eues avec son épouse pakistanaïse mais qui n'ont pas reçu de papiers d'identité. Leur père n'a connu que le Pakistan où il est né dans un camp de ré-



fugiés et il redoute désormais à chaque instant d'être raflé par la police. «Ma femme ne pourra pas me suivre, mes filles sont d'ici, il ne faut surtout pas qu'ils m'attrapent», se lamente ce manœuvre de 29 ans qui conserve précieusement sa carte ACC pourtant aujourd'hui sans valeur administrative.

Naimatullah, lui aussi, n'a jamais mis un pied dans son pays, allé de guerre en guerre depuis sa naissance il y a 43 ans. «En Afghanistan, personne ne me traitera comme un Afghan, ils m'appelleront «le Pakistanais», assure celui qui n'a jamais pu être naturalisé car il n'entre pas dans les rares catégories prévues par la loi pakistanaïse. Human Rights Watch (HRW) s'inquiète aussi pour ceux arrivés plus récemment. Ils pourraient subir «des persécutions par les talibans», dit l'ONG.

Des milliers d'entre eux, ajoute Amnesty International, sont venus au Pakistan demander l'asile ou un visa auprès d'ambassades ayant quitté Kaboul en 2021.

C'est le cas de Samia Hamza, 31 ans, mère de quatre enfants et militante féministe qui a lancé une procédure de relocalisation au Brésil. «Nous devons encore rester un mois au Pakistan, le temps que notre visa pour le Brésil soit prêt», assure-t-elle. Après que son mari a passé plusieurs jours en garde à vue à l'expiration de leurs visas pakistanaïses, ils ont fui à Peshawar, à 200 km de la capitale et donc de l'ambassade.

Pour l'atteindre, dit-elle, il faudra passer des checkpoints, mais «la police ne reconnaît pas la lettre délivrée par l'ambassade» qui explique la raison de leur séjour au Pakistan.

Les limites de la diplomatie agressive de Trump dans un monde multipolaire

Par Salah Lakoues

Voici une analyse actualisée des nouveaux tarifs douaniers mis en place par l'administration Trump et de leurs répercussions sur l'Economie mondiale.

Les mesures tarifaires de Trump Nature des tarifs :

L'Administration Trump a récemment instauré un tarif de base universel de 10% sur pratiquement toutes les importations aux États-Unis. Ce taux de base est accompagné de majorations pour les pays ayant d'importants déficits commerciaux avec Washington. Par exemple, certains produits chinois se voient désormais taxés à hauteur de 34%, tandis que l'Union européenne est frappée de 20% et d'autres partenaires (comme le Japon à 24% ou le Vietnam à 46%) supportent des taux encore plus élevés. Dans certains cas, pour la Chine, le cumul des différentes mesures peut même atteindre des niveaux dépassant 50%.

Objectifs affichés :

Trump justifie ces mesures par la volonté de rééquilibrer le Commerce extérieur américain, de réduire le déficit commercial et de stimuler la production nationale. L'objectif est aussi de forcer les partenaires commerciaux à repenser leurs pratiques, notamment en matière de subventions, de manipulation monétaire ou de pratiques commerciales jugées déloyales.

Répercussions sur l'économie américaine

Hausse des prix et inflation :

Les tarifs rendent plus coûteux les produits importés. En conséquence, les entreprises qui dépendent d'intrants étrangers se voient contraintes de répercuter ces coûts sur les consommateurs. Cette situation alimente la pression inflationniste, comme l'indiquent plusieurs analystes et agences financières qui pointent une augmentation significative du coût de la vie et une baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Instabilité des marchés financiers :

Les annonces de ces tarifs ont provoqué d'importantes turbulences sur les marchés boursiers américains et internationaux. Par exemple, la mise en place de ces mesures a entraîné une chute de la valeur des indices américains, certains analystes évoquant un risque accru de récession – avec des estimations allant jusqu'à 60% de probabilité de contraction de l'activité économique selon certaines études.

Impact sur l'investissement et les chaînes d'approvisionnement :

L'incertitude générée par ces mesures protectionnistes freine les investissements. Les entreprises hésitent à relocaliser leur production ou à restructurer leurs chaînes d'approvisionnement dans un contexte de guerre commerciale qui semble pouvoir s'intensifier. Cette incertitude nuit à la compétitivité globale du secteur privé américain et complique la prise de décisions stratégiques à moyen terme.

Effets sur l'Economie mondiale Fragmentation du Commerce international :

Les nouvelles mesures de Trump marquent un virage protectionniste qui risque d'entraîner une fragmentation des échanges internationaux. Des partenaires clés comme la Chine, l'Union européenne ou encore le Canada et le Mexique réagissent, déjà, par des mesures de rétorsion, ce qui pourrait aboutir à une escalade tarifaire généralisée et à une rupture des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Ralentissement de la croissance globale :

L'augmentation des droits de douane a des répercussions négatives sur la croissance mondiale. Des économies très exportatrices, notamment dans certains pays émergents et en Asie, risquent de voir leurs exportations diminuer significativement. L'augmentation des coûts pour les entreprises et la baisse de la demande mondiale peuvent conduire à un ralentissement de l'activité économique mondiale, exacerbant les tensions et les incertitudes déjà présentes dans un contexte post-pandémique.

Répercussions géopolitiques :

Sur le plan international, ces mesures protectionnistes contribuent à redéfinir les alliances commerciales et à renforcer le sentiment nationaliste. On observe un renforcement de

blocs régionaux (par exemple, les BRICS ou l'ASEAN) et un possible recul du rôle du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale si la guerre commerciale venait à s'envenimer. Par ailleurs, l'affaiblissement des relations commerciales multilatérales pourrait mener à une dé-dollarisation progressive et à une instabilité accrue dans l'ordre économique international.

Perspectives et conclusion À court terme :

Certes, certains secteurs industriels américains pourraient bénéficier d'un repli temporaire de la concurrence étrangère, mais ces gains sont largement compensés par la hausse des prix pour les consommateurs et par la perturbation des chaînes d'approvisionnement. Le risque d'une nouvelle vague de représailles internationales accentue l'incertitude sur le marché et accroît les craintes d'un ralentissement économique.

À moyen et long terme :

La nouvelle politique tarifaire de Trump risque de marquer durablement le système commercial mondial. Le retour d'un protectionnisme accru pourrait freiner l'innovation, réduire l'efficacité des chaînes logistiques globales et ralentir la croissance économique mondiale. Dans ce contexte, la coopération internationale et le retour à un dialogue multilatéral seront essentiels pour limiter les effets négatifs et éviter une escalade qui pourrait déboucher sur une véritable guerre commerciale.

Si l'objectif déclaré est de réindustrialiser les États-Unis et de réduire le déficit commercial, les conséquences immédiates se traduiront par une hausse des prix, une instabilité financière accrue et un ralentissement de la croissance mondiale, en plus de la menace persistante d'une guerre tarifaire à l'échelle globale. La Chine a les capacités et les leviers politiques pour rediriger une partie de sa production vers son marché intérieur et c'est d'ailleurs un pilier central de sa stratégie économique actuelle, souvent désignée sous le terme de « double circulation ».

Quelques points clés : Stratégie de double circulation :

Pékin cherche à renforcer sa « circulation intérieure » en stimulant la consommation domestique et en réduisant sa dépendance aux marchés étrangers. Cela implique notamment d'encourager les entreprises à produire des biens destinés au marché local, tout en continuant à être compétitives sur le plan international.

Politiques et réformes :

Dans le cadre de plans tels que le 'Made in China 2025' et les récentes réformes structurelles, le gouvernement chinois met en place des mesures incitatives, comme des subventions et des allègements fiscaux, pour aider les entreprises à moderniser leurs chaînes de production et à adapter leurs produits aux besoins des consommateurs chinois.

Défis à relever :

Bien que les moyens techniques et financiers existent, plusieurs défis subsistent. Il s'agit notamment de réorienter des chaînes d'approvisionnement historiquement tournées vers l'exportation, d'améliorer la qualité et l'innovation des produits destinés aux consommateurs locaux, et de créer un environnement économique propice à une consommation accrue (notamment en renforçant la protection sociale pour encourager la dépense plutôt que l'épargne excessive).

La Chine peut, et commence déjà à le faire, orienter une partie de sa production vers son marché intérieur, mais cela demande une transformation structurelle et des ajustements sur le long terme pour que le changement soit durable et bénéfique pour l'Economie nationale.

Les fortes baisses des bourses américaines peuvent effectivement générer une incertitude qui incite les investisseurs à attendre avant de prendre de nouvelles décisions d'investissement.

Voici quelques points clés : Effet sur la confiance :

La volatilité et les pertes importantes peuvent créer un climat de panique temporaire, où les acteurs du marché préfèrent observer l'évolution des conditions économiques avant d'engager de nouveaux capitaux. Cela peut retarder les investissements et, par conséquent, ralentir les efforts de ré-industrialisation.

Impact sur la ré-industrialisation :

Si les investissements productifs sont mis en suspens, cela pourrait compromettre la dynamique souhaitée pour ramener la production aux États-Unis. En effet, la ré-industrialisation dépend aussi de la confiance des entreprises et des investisseurs dans la stabilité économique et les perspectives à moyen terme.

Opportunités à long terme :

Toutefois, cette période de prudence peut également offrir des opportunités de rachat pour des entreprises dont les fondamentaux restent solides. Une fois que le marché se stabilise, les investisseurs pourraient alors réagir à des valorisations attractives.

La hausse de l'inflation dans les prochains jours pourrait effectivement poser d'importants défis pour le pouvoir d'achat des ménages américains, ce qui est particulièrement problématique dans une économie où environ 70 % du PIB repose sur la consommation.

Points d'analyse : Diminution du pouvoir d'achat :

Lorsque les prix augmentent rapidement, les ménages voient leur pouvoir d'achat se réduire, surtout si les salaires ne suivent pas. Cela peut freiner la consommation, moteur essentiel de l'Economie américaine, et ralentir la croissance du PIB.

Effet sur la demande globale :

Une baisse de la consommation due à une inflation élevée risque de réduire la demande globale de biens et services, ce qui pourrait mettre à mal les entreprises, retarder des investissements et compromettre les efforts de ré-industrialisation.

Réaction des politiques monétaires et budgétaires :

Les autorités américaines, notamment la Réserve fédérale, seront probablement amenées à ajuster leur politique monétaire pour contenir l'inflation. Cependant, des mesures trop restrictives pourraient aggraver le ralentissement économique, alors que des mesures trop accommodantes risquent de ne pas freiner suffisamment l'inflation.

Si l'inflation persiste et se maintient à des niveaux élevés, elle pourrait créer un cercle vicieux : la consommation freine, ce qui impacte négativement la croissance du PIB, et par ricochet, les entreprises et les marchés financiers subissent des tensions supplémentaires. Cela souligne la nécessité pour les décideurs américains d'agir rapidement et de manière équilibrée pour stabiliser l'économie.

Les puissances économiques majeures – comme l'Union européenne, la Chine, les BRICS et le Japon – vont très vraisemblablement chercher à défendre le libre échange pour atténuer les effets négatifs d'un repli de la consommation américaine et de l'inflation sur l'Economie mondiale.

Quelques éléments clés : Réaction aux tensions américaines :

L'Economie américaine, qui repose en grande partie sur la consommation (70% du PIB), joue un rôle central dans la croissance mondiale. Si des politiques protectionnistes ou une inflation persistante freinent la demande aux États-Unis, cela pourrait entraîner un ralentissement global. Pour préserver la stabilité économique internationale, les autres grandes puissances chercheront à contrer ces effets en renforçant les accords commerciaux multilatéraux et en défendant le principe du libre échange.

Diversification du commerce et atténuation du risque dollar :

Face aux incertitudes liées aux fluctuations du dollar et aux risques d'une contraction de la demande américaine, des acteurs comme l'UE et la Chine développeront des stratégies pour diversifier leurs marchés et leurs sources de financement. Ils pourraient favoriser des accords commerciaux qui réduisent la dépendance au dollar, en promouvant, par exemple, des monnaies alternatives ou des mécanismes de compensation bilatéraux/multilatéraux.

Maintien de l'intégration mondiale :

Les BRICS et le Japon, conscients que le protectionnisme excessif pourrait nuire à l'ensemble du système commercial mondial, auront tout intérêt à défendre un ordre basé sur le libre échange. En agissant ainsi, ils chercheront non

seulement à freiner un ralentissement global, mais aussi à préserver la fluidité des chaînes d'approvisionnement et l'innovation technologique à l'échelle internationale.

Pour faire face aux problèmes de pouvoir d'achat et aux risques de ralentissement économique aux États-Unis, ces puissances réagiront en promouvant des politiques et accords qui maintiendront l'ouverture des marchés mondiaux, tout en cherchant à réduire leur vulnérabilité aux fluctuations du dollar et aux politiques protectionnistes américaines.

Le problème de la dette américaine et la situation des bons du Trésor sont deux éléments critiques qui pourraient intensifier l'incertitude sur les marchés financiers mondiaux.

Points d'analyse : Accumulation de la dette :

La dette américaine, qui continue de grimper, soulève des inquiétudes quant à la capacité des États-Unis à la financer durablement. Si la dette atteint des niveaux critiques, cela pourrait entraîner une hausse des taux d'intérêt pour compenser le risque accru, rendant le financement plus coûteux pour l'Economie américaine et affectant négativement la consommation et l'investissement.

Impact sur les bons du Trésor :

Les bons du Trésor américain sont largement considérés comme une valeur refuge. Toutefois, une surabondance de cette dette ou un recul de la demande internationale pour ces titres (en raison d'une perte de confiance dans la capacité de paiement des États-Unis ou de l'émergence d'alternatives, comme les monnaies de certains BRICS) pourrait faire baisser leur prix et augmenter leur rendement, ce qui accentuerait la pression sur les coûts de financement américains et créerait des turbulences sur les marchés financiers mondiaux.

Répercussions globales :

Étant donné le rôle central du dollar et des bons du Trésor dans le système financier international, toute dégradation de leur stabilité pourrait avoir des effets de contagion, poussant les investisseurs à rechercher des alternatives et contribuant à une éventuelle réévaluation des actifs mondiaux. Dans ce contexte, les autres puissances économiques (UE, Chine, BRICS, Japon, etc.) pourraient être amenées à renforcer des mécanismes de coopération pour préserver le libre-échange et atténuer l'impact de ces fluctuations.

Si la dette américaine continue de s'accumuler et que la demande pour les bons du Trésor s'affaiblit, cela pourrait entraîner une hausse des taux d'intérêt et accroître l'incertitude sur les marchés mondiaux, impactant négativement l'Economie américaine et, par ricochet, l'ensemble du système financier international.

Il existe plusieurs interprétations. Certains observateurs et analystes ont noté que certaines déclarations et actions de Trump – notamment ses positions ambivalentes sur l'Alliance atlantique et sa volonté d'adopter une posture plus multipolaire – pourraient être interprétées comme une tentative d'élargir sa sphère d'influence dans un monde en pleine mutation géopolitique. Dans cette optique, et dans un contexte où les puissances comme la Russie prônent un ordre multipolaire, certains avancent que Trump pourrait, en effet, tenter de jouer un rôle qui s'inscrit dans cette dynamique.

Cependant, il est important de nuancer ces analyses. La thèse selon laquelle Trump serait « soumis à la stratégie politique de Poutine » est très controversée et ne fait pas l'unanimité parmi les experts. D'aucuns voient dans ses décisions un comportement opportuniste plutôt qu'un alignement clair sur un agenda dicté par la Russie. De plus, une politique protectionniste et isolatrice risque de fragiliser davantage l'Economie américaine, qui repose fortement sur la consommation intérieure, et d'entraîner une incertitude accrue sur les marchés internationaux.

Bien que l'émergence d'un ordre multipolaire puisse pousser certains acteurs à rechercher un rééquilibrage des alliances, il n'est pas certain que la stratégie de Trump – si elle est perçue comme influencée par des modèles multipolaires – soit la bonne pour renforcer durablement l'influence américaine. Elle comporte le risque d'isoler les États-Unis économiquement et politiquement, tout en nourrissant l'incertitude mondiale.

En prévision de la prochaine rentrée scolaire Des travaux d'extension et de réalisation de nouvelles classes à El Braya



K.Assia

En effet, un projet de réalisation et d'extension de quatre classes au niveau de l'école Kada Achoura est en cours de réalisation. A cela viennent s'ajouter les travaux de réalisation de trois autres à l'école Ismail Zoubir, un véritable apport pour cette localité où les parents d'élèves ainsi que le corps enseignant ont fait part de leurs besoins. Lors d'une sortie d'inspection, le wali d'Oran M. Samir Chibani a insisté sur l'impact de ces travaux d'extension et sur l'équipement et la dotation de ces classes du matériel nécessaire. Le but est d'améliorer les conditions de scolarisation dans toutes les localités périphériques de la wilaya d'Oran.

Au niveau de la wilaya, 47 établis-

sements scolaires dans les cycles primaire et moyen seront réceptionnés durant l'année scolaire 2025-2026. Il s'agit de 31 établissements scolaires dans le cycle primaire, dont 23 seront livrés à la rentrée scolaire et 8 à la fin de l'année en cours, ainsi que de 137 classes d'extension, avec la réalisation de 51 cantines scolaires, dont 41 seront livrées en septembre et 10 fin décembre 2025. Le cycle moyen sera également renforcé par 16 établissements, dont 14 seront livrés à la rentrée scolaire, en plus de 57 classes d'extension, avec la réalisation de quatre internats, de deux terrains de sport et d'une salle d'informatique. Ces infrastructures éducatives viendront soutenir les nouveaux pôles urbains, tels que les pôles «Ahmed Zabana» dans la commune de Mis-

serghine et Oued Tlélat, qui connaissent une forte augmentation de la population en raison des opérations de logement, ainsi que les différentes communes de la wilaya.

Durant l'année 2024-2025, 302 établissements primaires ont bénéficié de travaux de réaménagement et de réhabilitation, un projet lancé dans le cadre de la grande opération pilotée par la direction du logement et pour laquelle une enveloppe budgétaire de 145 milliards de centimes a été débloquée.

Cette opération a permis aussi de réaliser 61 stades pour l'éducation sportive, l'aménagement de 5 salles d'étude, la dotation des établissements de nouveaux équipements dont du matériel informatique et aussi l'équipement des cantines scolaires.

Pour pratiques illégales sur le prix du pain L'Association de protection du consommateur menace d'estimer en justice des boulangeries

J.Boukraa

L'Association de protection du consommateur d'Oran a décidé de poursuivre en justice les boulangeries pratiquant des prix illégaux. Selon un communiqué publié sur sa page facebook avant-hier soir, suite aux nombreuses plaintes émanant des citoyens de la wilaya d'Oran, l'Association de protection du consommateur a annoncé sa décision de lancer des actions en justice contre toute boulangerie contrevenant à la réglementation en matière de prix. En effet, selon les témoignages reçus, certains boulangers ne respectent ni les prix fixés par l'Etat, ni les normes en vigueur. Certains commerçants imposent aux consommateurs l'achat de pain dit « amélioré

» (pain au son ou enrichi) à des prix variant entre 15 et 20 dinars l'unité, au lieu du pain standard à base de farine subventionnée, vendu normalement à 10 dinars.

Cette pratique pousse de nombreux citoyens, souvent issus de couches modestes, à payer un surplus injustifié pour un produit de première nécessité. En outre, plusieurs contrôles ont révélé des irrégularités quant au respect du poids réglementaire des baguettes. Certaines boulangeries vendent des baguettes allégées, dont le poids est nettement inférieur à la norme exigée, privant ainsi le consommateur de la quantité réelle qu'il est en droit de recevoir pour le prix payé. Plus inquiétant encore, des infractions ont également été signalées en matière

d'hygiène. Des locaux non conformes, des conditions de travail insalubres et un non-respect des règles sanitaires de base ont été observés dans certaines structures. Des situations inacceptables sont découvertes chaque fois par les services de contrôle de la direction du commerce et des bureaux d'hygiène des communes, notamment dans un contexte où la santé publique est une priorité. Face à ces abus, l'Association de protection du consommateur invite également les citoyens à signaler toute infraction constatée et à exiger leurs droits. Cette initiative vise à rétablir un équilibre entre les droits des consommateurs et les obligations des commerçants, tout en garantissant un accès équitable à un produit de base essentiel pour tous.

Centre des conventions d'Oran Le 15^e du Salon international du tourisme et du voyage du 23 au 26 avril

La 15^e édition du Salon international du tourisme, du voyage, du transport, des équipements et des services de l'hôtellerie et de la restauration (SIAHA 2025) se tiendra du 23 au 26 avril prochain au Centre des conventions Mohamed Benahmed d'Oran, a-t-on appris, dimanche, des organisateurs.

Cet événement, placé sous le haut patronage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, accueillera plus de 235 exposants nationaux et de provenance de plusieurs pays, dont la Tunisie, la Turquie, l'Egypte, la Russie, l'Inde, les Maldives, le Vietnam, l'Ouganda et l'Arabie saoudite. Organisé par l'agence de communication et d'événementiel Estra à Oran, ce rendez-vous économique réunira l'ensemble des acteurs du secteur avec pour objectif de promouvoir le tourisme algérien, de valoriser la destination Algé-

rie, de découvrir de nouvelles opportunités, d'échanger des expériences et de conclure des partenariats. Le Salon SIAHA constitue une occasion pour les opérateurs locaux d'élargir leur réseau et d'accéder au marché international, en mettant en avant la richesse culturelle, historique et naturelle de l'Algérie, ainsi que son immense potentiel touristique, notent les organisateurs dans le dossier de presse relatif à l'événement qui comprendra deux espaces distincts: un dédié aux professionnels du tourisme, du voyage et du transport, et l'autre aux opérateurs spécialisés dans les équipements et les services de l'hôtellerie et de la restauration.

Par ailleurs, plusieurs conférences et ateliers devant être animés par des experts seront organisés, abordant divers thèmes tels que «Le développement du tourisme durable

en Algérie», «Les nouvelles technologies dans le secteur touristique» et «Les stratégies du marketing numérique pour attirer les voyageurs nationaux et internationaux», tout en mettant en avant les atouts touristiques de l'Algérie. Des ateliers pratiques seront également proposés aux professionnels, traitant de sujets spécifiques tels que la gestion des réservations en ligne, l'intégration des nouvelles tendances dans les offres touristiques, ainsi que des sessions dédiées à l'hôtellerie et à la restauration. Ces dernières porteront notamment sur l'architecture et le design, les réservations, l'impact des plateformes numériques sur l'industrie hôtelière et les tendances en gastronomie.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

08 chouel 1446				
El Fedjr 05h15	Dohr 13h05	Assar 16h43	Maghreb 19h34	Icha 20h53



Aïn El Turck Un voleur de câbles en cuivre arrêté en flagrant délit

J.Boukraa

Un voleur de câbles en cuivre a été appréhendé en flagrant délit avant-hier lors d'une patrouille de routine menée par le chef de daïra d'Aïn El Turck, M. Mlouka Ammar. L'individu a été surpris alors qu'il venait de forcer le cadenas d'un poste transformateur électrique, situé au quartier Commandant Faradj, alimentant à la fois l'éclairage public de la route d'évitement et le stade de proximité. Alertées immédiatement, les autorités locales se sont rendues sur place: le président de l'APC d'Aïn El Turck, des agents de la police judiciaire, la gendarmerie nationale ainsi que des techniciens de Sonelgaz. Le suspect, âgé de 57 ans et habitant bidonville à El Hassi, avait en sa possession divers outils utilisés pour couper et extraire les câbles en cuivre.

Fait encore plus troublant, il détenait une clé spécifique à un

transformateur précédemment volé dans le lieu-dit d'El Mor-djane, relevant de la commune de Bousfer.

Au-delà des pertes matérielles importantes qu'engendre ce type de vols, ce phénomène représente un réel danger pour la collectivité. La coupure des câbles électriques expose les usagers à des interruptions de service, pénalisant gravement les quartiers desservis.

De plus, ces actes mettent en péril la sécurité publique: les interventions non autorisées sur les installations électriques peuvent provoquer des courts-circuits, des incendies, voire des électrocutions mortelles, y compris pour les voleurs eux-mêmes. Le mis en cause a été conduit au commissariat de la daïra pour les suites judiciaires. Cette opération illustre l'efficacité de la vigilance locale et la réactivité des services de sécurité dans la lutte contre les atteintes aux infrastructures vitales.

Qualité et authenticité des produits de l'artisanat Dix dossiers d'artisans pour l'obtention du label

La direction du tourisme et de l'artisanat d'Oran a reçu, récemment, dix dossiers d'artisans sollicitant l'obtention du label de qualité et d'authenticité des produits de l'artisanat en vue de leur préservation et de l'amélioration de leur qualité, a-t-on appris auprès de cette direction.

Ces dossiers concernent six créneaux d'activités, répartis comme suit: trois dossiers pour la fabrication d'objets d'art, deux pour la confection d'habits traditionnels, deux pour la fabrication de savon, ainsi qu'un dossier pour chacune des activités suivantes: céramique artistique, broderie sur cuir et rembourrage de literie, a fait savoir la même source. Dans le cadre de la procédure d'octroi du label de qualité et d'authenticité des produits ar-

tisanaux, les inspecteurs de l'artisanat se sont rendus, entre le 11 et le 20 mars dernier, dans les ateliers des artisans concernés afin d'inspecter les produits et évaluer le cahier de charges joint au dossier de demande, conformément à la législation en vigueur, a-t-on indiqué.

Les dossiers, accompagnés de photos, ont été ensuite transmis aux services de la Chambre d'artisanat et des métiers d'Oran (CAM), a-t-on expliqué de même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2024, qui définit les niveaux du label de qualité et d'authenticité des produits d'artisanat, ainsi que les conditions de son attribution et les modalités d'estampillage des produits artisanaux.

Opération douanes-ANP 1,1 kg de kif saisi et deux individus arrêtés

K. Assia

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande, les éléments de la brigade mobile des douanes de l'inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur relevant de la direction régionale des douanes ont réussi en collaboration avec les services de l'ANP à mettre la main sur une quantité de 1,1 kg de kif traité. Deux individus dont une femme ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire. Cette opération a été effectuée à l'issue d'un

contrôle routier à la sortie de la ville de sorte que les douaniers et les services de l'ANP ont intercepté un véhicule. Sa fouille a donné lieu à la saisie de 1,1 kg de résine de cannabis.

Les deux occupants, un homme et une femme ont été arrêtés et remis aux services compétents pour le complément de l'enquête. Les douaniers ont aussi saisi le véhicule utilisé dans la contrebande.

En octobre dernier, les douaniers du port d'Oran ont réussi, dans le cadre de trois opérations distinctes menées en coordination avec des membres de l'Armée nationale populaire, à déjouer une tentative d'introduction sur le territoire national d'importantes quantités de psychotropes estimées à 100.900 comprimés d'Ecstasy, pour un poids total de 52,74 kg, avec l'arrestation de 5 individus.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Berezki Kheïra, 79 ans, Oran
Mansouri Hasni, 31 ans, Oran
Beraïka Zohra, 80 ans, Oran
Benabdeselam Benamar, 83 ans, Oran

Chlef

Saisie de 83 quintaux de denrées alimentaires



Plus de 10.000 opérations de contrôle des activités commerciales ont été effectuées par la direction du commerce intérieur et de régulation du marché national de Chlef durant le mois de Ramadhan, avec la saisie de quantités considérables de produits de large consommation, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette structure.

Selon l'inspecteur principal en chef, Ahmed Kouadri Boudjeltia, la direction du secteur a recensé, durant le mois sacré, un total de 10.193 interventions des agents et brigades de contrôle et de répression des fraudes, ayant abouti à l'établissement de 522 contraventions et P.V à l'encontre des commerçants contreve-

nants. A cela s'ajoute la saisie de 83 quintaux de denrées alimentaires diverses d'une valeur globale de plus de 3,5 millions DA, pour cause de non-respect des conditions de conservation et de stockage, non facturation, ou parce que impropres à la consommation, parallèlement à la proposition à la fermeture de 57 locaux commerciaux.

Sur un autre plan, la wilaya, qui compte sept (7) grands espaces commerciaux, a enregistré durant le mois sacré l'ouverture de 13 marchés de proximité avec la participation de 142 opérateurs économiques, en plus du lancement de réductions allant de 10 à 30% sur nombre de produits alimentaires.

Le marché local a été renforcé, par la même occasion, avec un quota supplémentaire de lait en sachet subventionné, estimé à 388.000 litres, en plus d'un autre quota supplémentaire de blé dur et de blé tendre, et la distribution de 2307 tonnes d'huile de table.

Le mois de Ramadhan 2025 a été, aussi, marqué par l'approvisionnement du marché de la wilaya avec 60 tonnes de pomme de terre et 78 tonnes d'oignons, dans le cadre du Système de régulation des produits de large consommation, outre 411 quintaux de viande bovine importée, 160 quintaux de viande ovine et 171 quintaux de viande de veau local, selon la même source.

Tiaret

La protection du couvert forestier renforcée

Sept nouveaux projets forestiers sont entrés dernièrement en exploitation dans la wilaya de Tiaret, dans le but de renforcer la protection du couvert forestier, selon le conservateur des forêts, Abdelkader Achour.

M. Achour a indiqué que ces sept projets, réalisés dans le cadre du programme d'investissement de l'année écoulée, ont nécessité un budget de 151,7 millions de dinars, soulignant qu'ils ont concerné différentes zones de la wilaya disposant d'un couvert forestier.

Ces projets ont porté sur l'aména-

gement de pistes forestières sur une distance de 83,5 kilomètres répartis sur neuf zones dans six communes, ainsi que l'ouverture de nouvelles pistes sur 14 km dans deux zones forestières.

Selon la même source, deux nouvelles tours de vigie ont été construites et une troisième a été réaménagée dans trois zones différentes. Une source d'eau a été également aménagée pour être utilisée en cas d'incendie, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, dans le cadre du même programme, 100 hectares de zones forestières dégradées ou

ayant subi des incendies au cours des années précédentes ont été assainis, afin de favoriser leur régénération naturelle.

M. Achour a encore annoncé que le secteur a bénéficié, au titre du programme d'investissement de l'année 2025, de deux projets importants, à savoir l'aménagement de 61 km de pistes forestières et la plantation de 200 hectares en diverses essences forestières dans la région de El-Guetifa" dans la commune de Sidi Abderrahmane, dans le but de la protéger de l'ensablement.

Mostaganem

360 millions DA pour des aménagements

Un montant de 360 millions DA a été attribué à des projets de développement dans les communes de la daïra de Sidi Lakhdar, selon les services de la wilaya.

Le programme de soutien au développement social et économique des communes de Sidi Lakhdar, Benabdelmalek Ramdane et Hadjadj a alloué 360 millions DA pour financer 28 opérations de développement dans divers secteurs.

Dans ce cadre, la commune de Sidi Lakhdar a bénéficié de 8 opérations de développement d'une valeur totale de 127 millions DA, selon la même source.

Le secteur des travaux publics a bénéficié de la part la plus importante de ces opérations, avec la réhabilitation des chemins communaux dans les villages d'Ouled Ghazi, Takour, Ouled Lahcen, El Graïna, Sidi Ahmed, Ezzine, Ouled Djilali

Belarbi et Rekaknia, entre autres. Cette année, quatre terrains de sport de proximité seront aménagés dans les quartiers de la ville de Sidi Lakhdar, et le réseau d'assainissement sera étendu dans le village de Trabaâ Es-Sahel, fait-on savoir.

Le programme de développement social et économique dans la commune avoisinante de Hadjadj comprend 9 opérations d'une valeur totale de 109 millions de dinars pour aménager une partie du village de Trabaâ Es-Sahel, entretenir les chemins dans les villages de Hdadcha et Zerifa, et construire deux terrains de sport de proximité dans les villages de Djebara et Smara.

Les villages d'Ouled Boukhatem et El Bouakir de cette même commune bénéficieront d'un projet de réalisation d'un réseau d'assainissement, tandis que le village de Djebabra verra son école primaire

dotée d'une cantine scolaire, ajoute la même source.

La commune de Benabdelmalek Ramdane verra la réalisation de 11 opérations pour un montant de 129 millions DA, permettant l'aménagement de trois terrains de sport de proximité dans les villages de Deradis, Ouled Younes, et Es-Sakhra, ainsi que l'aménagement du quartier "Saker Mohamed" au centre de la commune, et du village de Rouaouna. Quatre salles de classe seront également réalisées pour l'extension de l'école du village de Deradis.

Dans le cadre de ce même programme de développement, un réservoir d'eau sera construit dans le village d'El Behair, ainsi que des réseaux d'assainissement dans les villages d'Ouled Younes, de la ferme Bouchareb, en plus de l'ouverture de chemins dans les villages de Touafir, Chaibia et Derouaich, souligne-t-on.

Sidi Bel-Abbès

L'assainissement du foncier agricole se poursuit

Trois périmètres agricoles ont été réservés, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, à la mise en valeur dans le cadre du régime de concession, a-t-on appris de la direction des services agricoles (DSA).

La même source a précisé que la commission technique chargée de l'attribution des périmètres pour la mise en valeur agricole dans le cadre de la concession a désigné une première parcelle située dans la commune de Bir El Hammam, dont la superficie a été délimitée par la direction du Cadastre et de la Conservation foncière, estimée à plus de 4.249 hectares.

La deuxième parcelle a été attribuée dans la commune de Marhoum, avec une superficie de plus de 6.424 hectares, tandis que la troisième a été délimitée dans la même commu-

ne avec une superficie dépassant 1.090 hectares, a-t-on fait savoir. A noter que la wilaya de Sidi Bel-Abbès a délivré, récemment, 126 décisions d'octroi de concessions par voie de conformité au profit des agriculteurs.

Cette démarche vise à assainir le foncier agricole pour permettre l'exploitation des terres avec un titre légal.

Ainsi, 51 décisions ont été remises, en plus de 18 contrats de conversion du droit de jouissance en concession à la fin du mois de janvier dernier, a indiqué la DSA, ajoutant que 75 autres décisions ont été délivrées au début du mois de mars écoulé.

L'opération se poursuivra prochainement avec la remise de 168 autres décisions aux agriculteurs bénéficiaires, a-t-on signalé de même source.

Saïda

100 logements sociaux en chantier à Youb

Les travaux de réalisation de 100 logements publics locatifs sont en cours dans la commune de Youb, a-t-on indiqué auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière OPGI.

Le taux d'avancement des travaux de ce projet immobilier est de 40 %. Les travaux ont débuté en octobre dernier pour un délai de livraison fixé à 18 mois, selon la même source.

Le directeur de l'OPGI de la wilaya de Saïda, Djabri Abderrahmane, a visité la semaine dernière ce projet, qui a bénéficié d'un financement de plus de 300 millions de dinars. A l'occasion, il a insisté sur la

nécessité de renforcer le chantier en main-d'œuvre, à respecter les normes de qualité dans la réalisation et à livrer le projet dans les délais impartis, a-t-on fait savoir.

A noter que la daïra de Youb enregistre un programme de 1.345 logements publics locatifs dont 895 ont été réceptionnés et le restant est en cours de réalisation.

Pour rappel, la wilaya de Saïda a bénéficié, au milieu de l'année dernière, d'un nouveau quota de logements de cette même formule estimé à 2.000 unités, dans le cadre d'un programme supplémentaire lancé dans plusieurs communes de la wilaya.

Béchar

Portes ouvertes sur le centre d'instruction d'infanterie

Des journées «Portes ouvertes» sur le centre d'instruction d'infanterie "Chahid Barakat-Boudjemaa" d'Abadla, relevant de la 3ème Région militaire (3e RM), ont débuté dimanche.

Cette manifestation (6-7 avril), dont le coup d'envoi a été donné par le général Aounallah El-Habib, directeur régional de la logistique de la 3e RM, a pour objectif d'informer les visiteurs, notamment les jeunes, sur les différentes activités de ce centre spécialisé ainsi que sur les formations qu'il dispense aux jeunes désireux rejoindre l'arme de l'infanterie de l'Armée nationale populaire (ANP), ont indiqué les encadreurs.

Des stands consacrés aux différentes activités et missions dévolues à ce centre d'instruction et aux formations militaires dispensées dans l'arme d'infanterie sont ouverts aux visiteurs et d'amples explications leurs sont fournies sur place par des officiers et sous-officiers formateurs de cette structure militaire.

Cette manifestation permettra aussi aux visiteurs de constater de visu le développement qu'a connu ce centre d'instruction militaire, qui dispose de formateurs hautement qualifiés pour assurer la formation de djounoud contractuels dans les différentes spécialités du corps d'infanterie, ont-ils ajouté.

L'organisation de ces journées portes-ouvertes s'inscrit dans le cadre de la stratégie de communication arrêtée par le commandement de l'ANP pour la saison 2024/2025, dans le but de rapprocher ses établissements, écoles et centres de formation du citoyen, a souligné la source.

L'ouverture de cette manifestation, qui s'est déroulée en présence des autorités civiles et militaires de la daïra d'Abadla, de moudjahidine et de nombreux citoyens, a été marquée par une exhibition de démonstration de la haute qualité d'entraînement et de préparation militaires des élèves du centre, notamment dans les arts martiaux.

Tébessa

Mesures préventives
contre les criquets pèlerins

Des mesures ont été prises dans la wilaya de Tébessa pour prévenir la propagation de criquets pèlerins pouvant constituer une menace pour les cultures agricoles, a-t-on appris dimanche auprès des Services de la wilaya.

"En exécution des directives des hautes autorités du pays, plusieurs mesures préventives ont été prises pour parer à une éventuelle propagation du criquet pèlerin qui représente un danger pour les cultures", a-t-on indiqué, précisant qu'une commission de wilaya chargée de la surveillance et, éventuellement de la lutte contre le criquet pèlerin, a été mise en place.

Cette commission, a-t-on ajouté, est constituée de représentants de l'ensemble des secteurs concernés, tels que la direction des Services agricoles (DSA), la Chambre de l'agriculture, le bureau local de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) et le Haut-commissariat au développement de la steppe (HCDS).



La commission en question, dont sont issues 12 commissions de daïras, aura pour mission d'assurer "une coordination étroite" entre les différents acteurs concernés, et d'organiser des sorties régulières sur le terrain pour détecter tout mouvement de ce fléau et pouvoir, ainsi, coordonner une intervention immédiate, rapide et efficace, selon la même source. Tous les moyens matériels et humains nécessaires ont été mis en place, en même temps que la constitution d'un stock impor-

tant de pesticides, a-t-on encore fait savoir, soulignant que les autorités locales accordent une grande importance à la protection des cultures agricoles dans la région sud de la wilaya, en particulier sur le territoire des communes de Negrine et de Ferkane où sont plantés plus de 7.000 hectares de blé et 500 hectares de fourrages.

A noter que des criquets pèlerins ont été détectés au niveau d'une exploitation agricole de la commune de Negrine (unique cas recensé), et "immédiatement éliminés".

Laghouat

Electricité : 277 millions DA
pour un été sans perturbations

Plusieurs opérations ont été réalisées pour renforcer les réseaux de distribution d'électricité dans la wilaya de Laghouat, en prévision de l'été 2025, ont rapporté dimanche les services de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-Distribution).

Il s'agit de la réalisation de 30 km de réseaux électriques de haute et basse tension (HT-BT), et l'installation de 23 transformateurs électriques, a-t-on indiqué.

Un budget de l'ordre de 277 millions de dinars a été alloué à ces opérations, ciblant notamment les quartiers et les cités qui enregistrent des perturbations en matière d'alimentation électrique, a précisé à l'APS, le chargé de communication de l'entreprise, Mourad Ghalem.

La wilaya de Laghouat dispose de 80 lignes électriques, réparties sur cinq (5) centres de transformation électrique, au niveau des communes d'Aflou,

Laghouat et Hassi R'mel, en attendant l'achèvement des travaux de réalisation de deux nouveaux centres de transformation dans la commune d'El Beidha et la nouvelle ville de Bellil, selon la même source.

Elle recense également 4.309 transformateurs électriques de basse tension (BT), un réseau électrique de basse tension (BT) de 3.949 km et un autre de haute tension (HT) de 4.727 km, a-t-on signalé.

Sétif

Saisie de câbles de cuivre volés

Les éléments de la sûreté de daïra de Hammam Sokhna ont saisi 24,3 kg de câbles de cuivre volés et ont arrêté un suspect repris de justice, selon la sûreté de wilaya.

Suite à des informations relatives au vol par une personne de câbles en cuivre du réseau d'électricité, des investigations

intenses ont été lancées et ont conduit à l'identification du suspect arrêté en flagrant délit de possession de 27 faisceaux de câbles en cuivre dénudés pesant 24,3 kg, a indiqué le responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire Mohamed Ferahta. La même source a précisé que

les investigations approfondies ont montré que ces câbles volés sont ceux de poteaux d'éclairage public. Au terme des procédures légales, la police judiciaire a constitué un dossier pénal contre le suspect, âgé de 38 ans, qui a été présenté devant le parquet compétent près le tribunal d'El Eulma, a-t-on précisé.

El Tarf

Démantèlement d'un réseau de vol
d'éléments de la voie ferrée

Les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale de Dréan ont démantelé, dans la région d'Oued Sebaâ, un réseau criminel spécialisé dans le vol d'éléments techniques de la voie ferrée, selon l'adjoint du chef de la brigade, l'adjudant principal Mohamed-Larbi Amrane.

L'opération a été menée à la suite de la réception par la brigade d'informations sur la "présence de personnes non identifiées vandalisant et volant des segments de rails et des supports métalliques du pont ferroviaire entre Annaba et la frontière tu-

nisienne", a indiqué la même source, ajoutant qu'une patrouille, immédiatement formée, s'est déplacée sur les lieux afin de boucler la zone.

L'action a été sanctionnée par la prise en flagrant délit d'un suspect s'employant à sectionner les rails en utilisant un matériel professionnel, a encore indiqué la même source, précisant que la poursuite de l'enquête a permis d'identifier des complices et d'interpeller un deuxième suspect, tandis qu'un troisième, en fuite, est activement recherché.

La perquisition d'un parc à ferraille de la commune d'Ain Berda (Annaba) a permis la saisie de 18 portions de rails de 28,3 m de long et de 5 morceaux de supports métalliques de 2 m de long, ainsi que des équipements utilisés pour le vol, a-t-il encore précisé.

Après l'accomplissement des procédures légales d'usage, un dossier judiciaire a été constitué avant la présentation des deux individus arrêtés devant les autorités judiciaires territoriale-ment compétentes, a conclu la même source.

M'sila

Fermée pendant 30 ans,
une gare ferroviaire rouverte

La gare ferroviaire de la commune de Berhoum a été remise en service samedi, après avoir fait l'objet d'une opération de restauration et de réhabilitation.

Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de réouverture de cette gare, demeurée fermée pendant 30 ans, en présence du wali de M'sila, Nedjmeddine Tiar, le directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Adj Bouaouni, a fait état de la programmation de deux dessertes passant par cette gare à savoir celle de Batna-Alger assurée quotidiennement par un train Coradia et celle de Touggourt-Alger assuré trois fois par semaine en couchettes.

M. Bouaouni a inscrit l'opération dans le cadre d'un vaste program-

me de la SNTF visant à réhabiliter et restaurer toutes les gares fermées à travers le pays pour les exploiter dans l'intérêt du citoyen.

La société œuvre, a-t-il indiqué, "progressivement" à ajouter de nouvelles lignes passant par cette gare dont une desserte hebdomadaire reliant Berhoum directement au littoral dès le début de la saison estivale.

De son côté, le wali a indiqué que ce projet permettra de "booster le secteur des transports dans la wilaya et de générer une nouvelle dynamique", affirmant la poursuite de la coordination avec les responsables de la SNTF pour programmer d'autres lignes de transport de voyageurs et de marchandises au regard de l'importance de la wilaya en tant que pôle commercial et industriel.

Bouira

Justice : plus de 100 affaires
à la barre

Farid Haddouche

La première session criminelle ordinaire d'appel à la cour de justice de Bouira a débuté hier dimanche et se poursuivra jusqu'au 20 mai prochain. L'instance judiciaire aura à traiter 103 affaires pénales impliquant 213 prévenus, dont 141 en détention, 71 personnes en liberté et un suspect en fuite. Les affaires pro-

grammées sont liées au terrorisme, l'homicide volontaire avec préméditation, tentative d'homicide avec préméditation, coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort ou l'amputation d'un membre, délits de trafic de drogue. De même des affaires d'attentat à la pudeur, de contrefaçon de billets de banque et falsification de documents officiels figurent également au programme de cette session.

Boumerdès

Saisie de drogue et de
psychotropes, 17 arrestations

Les services de la gendarmerie nationale de Boumerdès ont procédé, lors de plusieurs opérations distinctes, à l'arrestation de 17 individus et à la saisie d'une quantité de substances psychotropes et de drogues (kif traité), selon un communiqué des mêmes services.

Dans le cadre de la lutte contre les différentes formes du crime organisé et de la protection des citoyens, les unités du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Boumerdès ont procédé, lors de six opérations distinctes, "à l'arrestation de 17 individus et à la saisie de 9.699 capsules de type Prégabaline 300 mg, 248,82 g de kif traité, ainsi que 3 véhicules de tourisme et un motocycle, outre le démantèlement d'un réseau criminel organisé spécialisé dans le vol de véhicules", précise la même source. La première opération menée en coordination avec différents partenaires sécuritaires, a permis de "mettre fin aux activités d'un réseau criminel national spécialisé dans le transport et le trafic de substances psychotropes activant entre les wilayas de l'Est et du Centre du pays, ce qui a conduit à l'arrestation de 4 individus et à la saisie de 2.590 capsules de type Prégabaline 300 mg, ainsi qu'un véhicule de tourisme et un motocycle". La deuxième opération a été menée par la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Bordj Menaïel, qui a réussi à démanteler "un réseau criminel national organisé spécialisé dans le vol de véhicules et le

transport et le trafic de drogues et de substances psychotropes à l'aide de véhicules volés", a ajouté la même source, précisant que l'opération a permis d'"arrêter trois individus, tandis que deux autres sont toujours en état de fuite, et de saisir 540 capsules, et des outils utilisés dans les vols de véhicules." De son côté, la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Khemis El Khechna a "démantelé un réseau criminel spécialisé dans le transport et le trafic de substances psychotropes, et arrêté 4 individus, outre la saisie de 5.970 capsules de type Prégabaline 300 mg, et d'un véhicule de tourisme".

La brigade territoriale de la GN de Chabet el Ameur a également mis fin aux activités d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues (kif traité), et arrêté 4 individus.

Par ailleurs, la Brigade de sécurité et d'investigation (BSI/GN) de Larbatache a traité une affaire qui s'est soldée par la saisie de "406 capsules de type Prégabaline 300 mg dissimulées dans un véhicule de tourisme au niveau de l'autoroute Est-Ouest et l'arrestation de son conducteur", tandis que la brigade territoriale de Sidi Daoud a "arrêté un individu impliqué dans le trafic de substances psychotropes et saisi 193 capsules de type Prégabaline 300 mg".

Tous les membres de ces réseaux criminels ont été présentés devant les juridictions compétentes, selon le même communiqué.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

08 chouel 1446

El Fedjr 04h59	Dohr 12h51	Assar 16h27	Maghreb 19h17	Icha 20h38
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

El Fedjr 04h47	Dohr 12h37	Assar 16h13	Maghreb 19h03	Icha 20h24
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Ligue 1 (21^e journée) Bonne affaire du CR Belouizdad et du MCEB



M. Zeggai

Les deux matches restants de cette 21^e journée ont été nettement à l'avantage du CR Belouizdad qui a récupéré sa deuxième place au classement général après l'avoir provisoirement perdue au profit de la JS Kabylie. Le Chabab a réalisé une large victoire contre la lanterne rouge, le NC Magra. En dépit de l'absence de son public en raison du huis clos, Belouizdad a réussi à faire respecter la hiérarchie en atomisant le Nejm Magra du nouvel entraîneur Azzedine Aït Djoudi. Mahious, Belkhir, Meziane et Hamroune ont été les bourreaux du NCM qui reste scotché à la dernière place du tableau qu'il partage avec l'US Biskra. Pour

sa part, le CRB, à la faveur de son succès, s'est hissé à la deuxième place en attendant la suite de la compétition. Dans l'autre match, le MC El Bayadh est parvenu à confirmer son ascension au classement après avoir réussi une excellente affaire, en s'imposant face à la JS Saoura par la plus petite des marges. Les Sudistes de Béchar ont bien tenu le coup jusqu'à cette fatidique 89', lorsque surgit Barkat pour donner la victoire aux siens.

A la suite de cette victoire, le MCEB grimpe au cinquième rang en compagnie du Paradou AC.

En somme, dans le lot des satisfactions, la JS Kabylie a ramené une précieuse victoire de son périlleux déplacement chez l'USM Khenchela qui lui a permis de rester

dans le sillage du peloton de tête. Dans le bas du tableau, le MC Oran a bien négocié son match face au PAC. Un match qui revêtait une importance capitale pour le Mouloudia d'Oran dans la perspective de son maintien. Mais attention, le MCO n'est pas encore sorti de l'auberge à neuf journées de la fin du championnat.

La situation se complique également davantage pour l'US Biskra qui s'est fait accrocher à domicile par l'ES Mostaganem. Les Biskris ont joué pendant plus d'une heure et demie en infériorité numérique face à une équipe de l'Espérance qui se trouve toujours mathématiquement dans la zone rouge à la veille de la réception de l'Olympique Akbou, un concurrent direct pour le maintien.

Ligue 2: Centre-Ouest Ben Aknoun prend le large

M. Z.

L'ES Ben Aknoun a-t-elle lacté son accession à cinq journées de la fin du championnat ? C'est du moins l'impression qui se dégage après les résultats de cette 25^e journée. En effet, mathématiquement, l'ESBA a fait un grand pas vers l'accession en Ligue 1 après avoir pris le meilleur en déplacement sur l'ASM Oran dans un match qui a suscité bien des rumeurs.

A la faveur de ce précieux succès à l'extérieur, le team de l'ES Ben Aknoun compte à présent sept longueurs

d'avance sur son dauphin, le RC Kouba, tenu en échec à Saïda. A cinq journées de l'épilogue du championnat de ce groupe, l'Etoile de Ben Aknoun a consolidé ses chances pour un retour parmi l'élite. Derrière le duo de tête, la JS El Biar a consolidé sa troisième place après avoir battu le CR Témouchent que l'on croyait capable de sauter l'obstacle algérois. Pour sa part, le NA Hussein-Dey a fait un joli bond au classement après avoir enfoncé le GC Mascara qui se trouve désormais dans une position inconfortable de troisième potentiel relégable.

Dans la partie basse du tableau, le MCB Oued Sly a mis un pied en Inter Régions après avoir concédé une nouvelle défaite chez le RC Arbaâ qui a réussi à quitter la zone des turbulences.

C'est le cas également du SKAF Khemis Miliana qui a décroché une précieuse victoire face à lanterne rouge, le SC Mecheria.

A Kolea, l'ESMK a fait un grand pas vers le maintien à la suite de son succès sur le WA Mostaganem au moment où l'US Béchar Djedid a ajouté trois points à son escarcelle après avoir dominé la JSM Tiaret.

Ligue 2: Centre-Est Changement en tête du tableau

M. Z.

Changement de décor dans ce groupe Centre-Est où la course à l'accession a été totalement relancée après que l'USM Harrach, vainqueur de l'US Chaouia, a profité du nul du MB Rouissat à Teleghma. Ainsi donc, cette 25^e journée a été totalement favorable aux Harrachis qui sont parvenus à rejoindre leurs homologues de Rouissat à la première place. A cinq encablures de la fin du championnat, le suspense demeure entier tant que le

MBR et l'USMH n'ont pas encore dit leur dernier mot pour le seul billet donnant accès à la Ligue 1. Chez les mal-classés, l'étau se resserre autour de l'IRB Ouargla qui a essuyé une défaite à domicile lourde en conséquences puisque les Sudistes se trouvent dans une position de premier relégable. Cela a été exploité par la JS Bordj Menaïel qui est allé, contre toute attente, crucifier le CA Batna chez lui sur un score sans appel de 3 à 0. Victoire importante pour les «Coquelicots» qui se sont éloignés

quelque peu du spectre de la relégation. C'est le même score réalisé par le HB Chelghoum Laid à Khemis El Khechna où pourtant l'IB-KEK est intraitable chez lui. De son côté, le MO Constantine s'est également imposé en déplacement face à l'Olympique Magrane qui a déjà composté son billet pour la division inférieure tout comme l'US Souf, crucifiée par l'AS Khroub. Enfin, la JSD Jijel s'est bien comportée face à son hôte du jour, l'USM Annaba, pour grimper à la quatrième position.

La vie des clubs USM Khenchela : Djilali Bahloul succède à Cherif Hadjar

R. S.

• Académie
Moustakbal Froha :
Feham Bouazza
nouvel entraîneur

Selon une source proche du club, la direction de l'USM Khenchela a jeté son dévolu sur le coach Djilali Bahloul, l'ancien entraîneur de la JSK, qui succèdera à Cherif Hadjar qui aurait résilié son contrat avec son ancien club. Les deux parties ont trouvé un accord pour un contrat jusqu'à la fin de la saison, a-t-on précisé. Le nouveau coach de l'USMK a déjà travaillé en Turquie, Oman, en Arabie Saoudite, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Selon nos informations, le nouvel entraîneur devait entamer son travail hier lors de la reprise des entraînements pour préparer le prochain match contre le NC Magra en déplacement.

La formation de l'Académie Moustakbal Froha vient d'engager Feham Bouazza comme nouveau responsable technique de l'équipe.

C'est du moins l'information diffusée par la page officielle du club. Bizarre, n'est-ce pas ? L'IRB El Kerma vient de se séparer de son entraîneur au moment où les dirigeants crient sur tous les toits qu'ils travaillent sur un projet sportif pour assurer l'avenir du club. En face, les responsables de l'équipe de Froha optent pour un renfort dans le staff technique à la veille d'un match important pour l'accession, prévu vendredi

prochain chez le FCB Frenda, l'autre postulant à la montée. Décidément, on a tout vu dans notre football.

• IRB Ouargla-USM Harrach à huis clos ?
Le match IRBO-USMH, comptant pour l'avant-dernière journée de la Ligue 2, groupe Centre-Est, a-t-il déjà commencé ? En effet, certaines rumeurs annoncent que l'arbitre du dernier match IRBO-MOC aurait signalé un envahissement de terrain des supporters locaux.

Les mêmes rumeurs sont allées jusqu'à prédire un huis clos pour le prochain match des Sudistes de l'IRBO alors que la commission de discipline ne s'est même pas réunie pour traiter les affaires de la précédente journée.

Mercato: Deux géants de Premier League s'intéressent à Amoura

Éblouissant sous les couleurs de Wolfsburg en Bundesliga, Mohamed Amoura, le buteur algérien, est particulièrement courtisé en Premier League. Deux cadors anglais ont fait de lui une des priorités pour le mercato estival. Il s'agit, selon Onze Mondial, de Liverpool et Arsenal, tous deux en quête de renforts offensifs. Avec un calendrier de plus en plus exigeant et une ambition intacte pour dominer le championnat anglais. Et se-

lon les dernières informations du média anglais Caught Offside, une cible commune attire particulièrement leur attention: Mohamed Amoura. L'attaquant algérien de 24 ans brille actuellement sous les couleurs de Wolfsburg en Bundesliga. Auteur de 10 buts et 10 passes décisives cette saison en 27 apparitions toutes compétitions confondues, il a rapidement gagné le respect des recruteurs européens grâce à sa vitesse, sa polyvalence et son sens du but.

Le duel entre Arsenal et Liverpool promet donc d'être intense pour s'attacher les services de l'international algérien, dont le profil séduit autant Arne Slot que Mikel Arteta. Avec des qualités de percussion et une marge de progression encore importante, Mohamed Amoura a tout pour devenir le prochain grand talent à exploser en Premier League. Reste à savoir quel club remportera cette bataille.

Angleterre: le maintien est quasiment assuré pour Aït-Nouri

Longtemps Wolverhampton a cru devoir lutter pour la relégation jusqu'au bout. Finalement, et suite à une série de bons résultats, Rayan Aït-Nouri et les siens se sont largement tirés d'affaire.

Avant-hier encore, en

déplacement sur le terrain d'Ipswich, qui est le premier relégable et qui aurait pu revenir à six points en cas de victoire, Wolverhampton a assuré l'essentiel grâce à deux réalisations inscrites dans les vingt dernières

minutes. A la faveur de ce succès, Aït-Nouri et les siens ont pratiquement assuré le maintien avec 12 points d'avance et une bien meilleure différence de but à 7 journées de la fin, et un calendrier assez abordable.

Omar Rafik bloqué par le Qatar

Alors que l'Algérien Omar Rafik, au cœur des polémiques pour avoir refusé l'Algérie, s'éclate au Qatar, une révélation sur son avenir en club vient ternir ses relations avec l'émirat. C'est une affaire qui fait grand bruit en Algérie et dans le golfe Persique. Alors que son nom figurait dans la liste élargie du sélectionneur Vladimir Petkovic pour le rassemblement de mars dernier, le jeune ailier prometteur d'Al Shamal SC, Omar Rafik, a fait savoir qu'il renonçait à représenter l'Algérie... à seulement 21 ans. Une décision aussi brutale que suspec-

te. Le joueur en question s'est révélé au Paradou AC avant de prendre la direction du Qatar en 2023. Très vite intégré à l'effectif d'Al Shamal, il réalise une saison aboutie avec six buts et trois passes décisives en 21 apparitions.

Derrière cette affaire, une explication semble se dessiner. Omar Rafik préparent une naturalisation qatarie, dans le but de représenter l'équipe nationale du Qatar à l'avenir. Un processus facilité par sa régularité dans le championnat local et son profil apprécié par les instances sportives du pays hôte de

la coupe du monde 2022. Mais un autre élément invite à porter un autre regard sur cette situation. Selon une source proche du dossier, Omar Rafik avait reçu une offre concrète d'un club belge ambitieux lors du dernier mercato hivernal. Un transfert qui aurait pu relancer sa carrière européenne... mais qui n'a pas vu le jour. Officiellement, c'est son club qui a refusé de le libérer. Officieusement, certains soupçonnent une pression extra-sportive, dans un contexte où le Qatar souhaite verrouiller ses futurs talents. Une affaire à suivre.

France

Les autorités dépassées par les arrivées de drogues à l'aéroport de Roissy

Tempête de neige sur Roissy sur l'aéroport Charles-de-Gaulle en région parisienne. Les forces de l'ordre peinent à gérer le boom de voyageurs transportant de la cocaïne, un phénomène qui atteint un niveau jamais vu et les confronte aux limites de leurs dispositifs.

Le 4 mars, les douanes du premier aéroport de France décident de scanner tous les bagages des passagers d'un vol Air France arrivant de Martinique, au lieu des habituels contrôles ponctuels. Résultat: 212 kilos de cocaïne découverts dans les valises de six voyageurs.

Mais aussitôt un problème logistique se pose. La petite antenne de Roissy de l'office antistupéfiants, l'Ofast, n'a en effet pas les capacités de prendre en charge autant de gardes à vue, dans un contexte où le nombre de "mules" interceptées à Charles-de-Gaulle a bondi de 46% en deux ans.

Après de laborieuses négociations entre services, les mis en cause se retrouvent répartis entre l'Ofast, la police aux frontières - normalement chargée de la lutte contre l'immigration irrégulière - tandis qu'une partie atterrit au commissariat local de Villepinte. Du bricolage dans l'urgence pour absorber la charge.

"Si la semaine est calme, ça va. Le problème est que les semaines où ça pousse, soit par effet du hasard soit parce que les trafiquants ont des quantités à écouler, l'ensemble du système sur les mules peut être vite saturé", raconte à l'AFP une source aéroportuaire.

Or le trafic "pousse" de plus en plus fort à Roissy, jusqu'ici relativement épargné par le phénomène en comparaison d'Orly, l'autre grand aéroport de la région parisienne.

Ainsi 278 passagers transportant de la drogue y ont été découverts en 2024, contre 225 en 2023 et 190 en 2022, selon les données du parquet de Bobigny, compétent pour Charles-de-Gaulle.

"COMPROMIS"

Ces chiffres, qui ne représentent que la partie émergée de l'iceberg, illustrent le déferlement de la cocaïne colombienne sur l'Europe ces dernières années. Mais à l'échelle locale, les acteurs de Roissy l'attribuent



aussi au renforcement des contrôles au départ de l'aéroport de Cayenne. Le serrage de vis des autorités françaises en Guyane a obligé les trafiquants à se déporter sur des vols en partance d'autres pays d'Amérique du Sud, particulièrement du Brésil, qui atterrissent eux à Roissy et non à Orly.

Supposé mener des enquêtes au long cours sur le narcotrafic, l'Ofast de Roissy se retrouve ainsi accaparé par le "ramassage" des mules, généralement des miséreux utilisés comme petites mains par les trafiquants et peu utiles aux enquêteurs.

Le dispositif de leur prise en charge est, de plus, particulièrement lourd et chronophage. Pour les personnes ayant ingéré de la drogue et qui doivent l'expulser, soit 44% des interceptions réalisées à Roissy en 2024, un équipage de fonctionnaires doit les amener à l'Hôtel-Dieu, au cœur de Paris, faute de structure médicale adaptée à proximité.

"Je n'ai pas trente agents pour quinze mules par vol", reconnaît auprès de l'AFP Gilbert Beltran, directeur interrégional des douanes de Paris Aéroports. Si toutes les mules étaient ar-

rêtées, "on va remplir les unités médico-judiciaires de tous les hôpitaux parisiens...".

Face à la fragilité de la chaîne sécuritaire, les différents services qui cohabitent à Roissy n'ont nul intérêt à faire trop de zèle dans les contrôles de voyageurs. Un "compromis" faute de capacités et dispositifs adéquats, estime la source aéroportuaire, sur lequel parient certainement les organisations criminelles.

"Ils ont peut-être fait un bilan coût-avantage en se disant que s'ils envoient 10 personnes transportant de la drogue sur le même avion, il n'y en a peut-être que trois ou quatre qui risquent d'être prises, et qu'ils s'y retrouveront avec celles qui passeront", suppose Eric Mathais, le procureur de Seine-Saint-Denis.

EXEMPLE D'AMSTERDAM

Peinant déjà à suivre le rythme de la délinquance locale, son parquet accuse lui aussi le coup de cette charge nouvelle.

Avec 10 à 20 dossiers de ce type par semaine, le jugement des mules lui mange une part substantielle de ses audiences de com-

parutions immédiates. Tandis que les enquêtes judiciaires qui en découlent ne permettent "quasiment jamais" de remonter la chaîne du narcotrafic international.

Face à ces difficultés, Roissy aimerait s'inspirer de la méthode néerlandaise, citée comme une référence en la matière.

Confronté au début des années 2000 à un déferlement similaire, l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol, hub du trafic aérien mondial, a mis en place depuis 2003 des contrôles à 100% sur les vols considérés comme à risque (Antilles néerlandaises, Suriname, Venezuela).

En 2004, première année de contrôles systématiques, 290 mules de cocaïne étaient arrêtées en moyenne par mois. Un chiffre tombé à 70 en 2010, puis à 30 en 2024, selon des éléments communiqués à l'AFP par les douanes néerlandaises. "Si on contrôlait tous les passagers des vols en provenance de Sao Paulo, par exemple, les premières semaines on risquerait d'avoir une très forte embolie", estime Eric Mathais. "Mais très vite les trafiquants s'adaptent et diraient +puisque ce n'est plus possible à Roissy, on va aller ailleurs+."

Au laboratoire français des douanes Le match sans fin avec les drogues



L'armoire ne désemplit pas de sachets à analyser, livrés chaque lundi et mercredi comme une écume du "tsunami blanc" qui balaie la France de l'aveu même du gouvernement. Et la semaine s'égrenne tel un match sans fin avec les drogues déjà répertoriées et celles qui le deviendront.

Sur la paillasse, un peu de poudre est broyée dans un mortier, versée dans un vial avec du solvant, puis avalée par un spectromètre. En quelques minutes, un pic apparaît sur les graphiques: cocaïne détectée. Elle est souvent à 60-80% pure, glisse une technicienne.

"Quand une molécule est connue, il y a ce qu'on appelle un +match+, c'est-à-dire qu'on retrouve la molécule qu'on vient d'analyser dans une base de données", explique Antoine Devemy, responsable d'établissement au Service commun des laboratoires (SCL) de Paris, opéré conjointement par les douanes et la répression des fraudes.

Ce laboratoire situé à Massy (Essonne) recevait chaque année 7.000 à 9.000 échantillons de stupéfiants en 2020, principalement saisis à Roissy et Orly. Cinq ans plus tard, la cadence est passée à 12-13.000 pour les dix

personnes dédiées aux stupéfiants. Au total, la dizaine de laboratoires répartis sur le territoire, outre-mer incluses, traite 25.000 échantillons de produits présumés stupéfiants par an. En 2024, 18.000 de ces analyses se sont révélées positives avec les "blockbusters" cannabis et cocaïne, dit M. Devemy, avec respectivement environ 10.000 et 5.000 échantillons positifs, et quelque 3.000 correspondent à la grande famille des nouvelles drogues de synthèse. Les nouveaux produits de synthèse (NPS) sont des molécules très diverses aux effets mimant ceux de stupéfiants connus et avec des structures proches ou pas des molécules d'origine. "A la sortie du Covid, on a observé une augmentation du nombre d'échantillons reçus", relate M. Devemy. "De manière mathématique, on reçoit aussi plus de NPS", avec une majorité de cathinones et de cannabinoïdes. Le bilan annuel des douanes publié lundi confirme la tendance, avec des saisies "record" de drogues de synthèse: 3,08 tonnes interceptées en 2024, en hausse de 27% par rapport à 2023. Cela inclut entre autres 1.677 kg de cachets d'ecstasy (+263%) et 451 kg d'amphétamines (+57%).

ELUCIDER LA STRUCTURE

"Avant, il suffisait de rajouter soit un atome, soit un groupement d'atomes, pour qu'une molécule qui n'était pas reprise dans la liste des produits stupéfiants soit parfaitement légale", explique M. Devemy. Désormais, "la législation classe par grande famille".

Des molécules nouvelles continuent cependant d'apparaître. Dans la famille des cathinones aux effets similaires aux amphétamines, 14 NPS ont été identifiés pour la première fois en France en 2022, dont quatre pour la première fois en Europe. Pour savoir quelle mo-

lécule se cache derrière un pic, "il y a le spectre de masse, que l'on compare à une bibliothèque", résume Jessica Masson, responsable du domaine stupéfiants et médicaments de Massy. Quand la molécule n'est pas référencée, qu'elle n'a pas le statut de stupéfiant, charge aux laboratoires d'élucider sa structure pour qu'elle soit intégrée à la législation des stupéfiants. Environ "cinq à dix fois par an" une nouvelle molécule est identifiée, selon M. Devemy, et l'information est alors partagée à un réseau de laboratoires européens.

Il cite en exemple des cas récents de nitazènes à La Réunion.

"EFFETS DE MODE"

Les nitazènes, nouvelle classe d'opioïdes de synthèse "avec une puissance pharmacologique élevée et classée comme stupéfiant en juillet 2024", ont aussi été identifiés par le dispositif d'observation de la composition des produits psychoactifs illicites coordonné par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) en 2023, notamment dans le cadre de deux alertes sanitaires à Montpellier et à La Réunion. En 2023, ont également été identifiés des cathinones de synthèse, placées sous surveillance par l'Agence européenne des drogues (EUDA) du fait d'un risque élevé de complications neuropsychiatriques. "Les observations en milieu festif révèlent une diffusion continue" notamment de ces cathinones de synthèse "auprès de publics plus nombreux et plus diversifiés qu'auparavant", relevait une note de l'OFDT en janvier.

"Il y a des effets de mode", conclut M. Devemy, "des molécules qui apparaissent, qui disparaissent un peu de la circulation", à l'instar, depuis l'affaire Palmade, de la 3-MMC, une drogue de synthèse.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة السكن والعمران والبيئة
MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
نورالترقيفة والتعمير والعمارة ولاية ماستغانم
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA DE MOSTAGANEM
NIF N° : 099.327010248032

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 51 /2025 DEUXIEME AVIS APRES INFRUCTUOSITE

L'OPGI de Mostaganem lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales Pour la Réalisation en TCE y compris VRD du Lot N° 02 60/100/2000 LPL 2EME TR 2024 AIN NOUISSY Wilaya de Mostaganem

Les candidats (entreprises ou groupement d'entreprises) disposant des conditions suivantes :

- 1- Certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie trois (03) et plus en :
 - a) Activité principale bâtiment
 - b) Ou activité principale bâtiment et activité secondaire travaux publics et/ou hydraulique
- 2- Avoir réalisé un projet de la catégorie « B » ou plus, justifier par des attestations de bonne exécution
- 3- Avoir un cumul du chiffre d'affaires des 03 années -2021-2022-2023 supérieur ou égale à 40.000.000.00 DA.

et intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges contre une somme de 3 000,00 DA représentant les frais d'impression auprès de l'OPGI de Mostaganem sise Avenue Khemisti Mostaganem.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature », « offre technique » ou « Offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention.

«Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° /2025»

la Réalisation en TCE y compris VRD du Lot N°02 60/100/2000 LPL 2EME TR 2024 AIN NOUISSY Wilaya de Mostaganem

«A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

- L'enveloppe contenant le dossier de candidature comprend les pièces suivantes :**
- Déclaration de candidature (selon modèle joint) renseigné, signé et cacheté.
 - Déclaration de probité (selon modèle joint) renseigné, signé et cacheté.
 - Certificat de qualification et de classification professionnelle du soumissionnaire en cours de validité.
 - Copie des statuts du partenaire cocontractant (SNC- SARL- EURL- SPA)
 - Bilans des années -2021-2022- 2023- visés par les services des impôts.
 - Les Pouvoirs du (ou des) signature (s) (dans le cas de société ou de groupement) avec les prévisions juridiques habilitant le (ou les) signataire (s) à présenter une offre et exécuter le marché au nom de l'entrepreneur.
 - Copies des attestations de mise à jour (CNAS, CASNOS, CACOBATPH), valide à la date d'ouverture des plis.
 - Copie du Registre de commerce électronique du soumissionnaire.
 - Copie du Numéro d'Identification Fiscale ou statique (NIF) ou (NIS).
 - Copie du Relevé d'Identification Bancaire.
 - Extrait de rôle de moins de trois (03) mois, apuré ou avec échéancier délivrée au niveau de lieu d'activité, du soumissionnaire et les membres du groupement des entreprises.
 - Copie notariée du protocole d'accords pour le groupement des entreprises.
 - Copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux année 2022, pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale.
 - Liste des moyens matériels à mettre à la disposition du chantier signé par le soumissionnaire, dûment justifiés (par des cartes grises ou récépissés avec attestations d'assurances en cours de validité pour le matériel roulant et pour le matériel non roulant des factures d'achat constatées par un expert ou huissier de justice ou commissaire priseur daté d'au moins une année le jour de l'ouverture).
 - Liste des moyens humains à mettre à la disposition du chantier signé par le soumissionnaire, dûment justifié (copies des diplômes et attestation d'affiliation individuelle CNAS valide pour l'encadrement)
 - Les références professionnelles de l'entreprise justifiées par des attestations de bonne exécution
- L'enveloppe contenant l'offre technique comprend les pièces suivantes :**
- Déclaration à souscrire (selon modèle joint) renseigné, signé cacheté et datée.
 - Cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
 - L'instruction au soumissionnaire dûment renseignée paraphée et signée.
 - Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé et paraphé sur chaque page.
 - Planning d'exécution des travaux avec un délai de 12 mois incluant toutes les phases des travaux.
 - Mémoire technique justificatif jointe en annexe (page -13-14).
- L'enveloppe contenant l'offre financière comprend les pièces suivantes :**
- La lettre de soumission (selon modèle joint) renseigné, signé cacheté et datée. Le bordereau des prix unitaires (BPU) renseigné, signé cacheté et daté. Le détail quantitatif et estimatif (DQE) renseigné, signé cacheté et daté.
 - Le délai de préparation des offres est fixé à 10 Jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel.
 - Les offres des soumissionnaires seront déposées le jour même de l'ouverture des plis au siège de l'OPGI de Mostaganem sise Ave Khemisti Mohamed
 - Le jour et l'heure limite de dépôt des offres sont fixés au dernier jour du délai de préparation des offres jusqu'à 12 H 00.
 - La séance d'ouverture des plis techniques et financiers se tiendra le dernier jour de la remise des offres à 13 h 30 en séance publique au siège de l'OPGI de Mostaganem, si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres ainsi que la séance d'ouverture des plis seront prorogées jusqu'au 1^{er} jour ouvrable.
 - Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis
 - Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours augmentés de la durée de préparation des offres à compter de la date de la séance d'ouverture des plis

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2531005179 Le Quotidien d'Oran 07/04/2025



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة السكن والعمران والبيئة
MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
نورالترقيفة والتعمير والعمارة ولاية ماستغانم
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA DE MOSTAGANEM
NIF N° : 099.327010248032

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 52 /2025 DEUXIEME AVIS APRES INFRUCTUOSITE

L'OPGI de Mostaganem lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales Pour la Réalisation en TCE y compris VRD 150/2000 LPL - 2EME TR 2024 A AIN TEDES Wilaya de Mostaganem

Les candidats (entreprises ou groupement d'entreprises) disposant des conditions suivantes :

- 1- Certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie quatre (04) et plus en :
 - a) Activité principale bâtiment
 - b) Ou activité principale bâtiment et activité secondaire travaux publics et/ou hydraulique
- 2- Avoir réalisé deux (02) projets de la catégorie « B » ou plus, justifier par des attestations de bonne exécution
- 3- Avoir un cumul du chiffre d'affaires des 03 années -2021-2022-2023 supérieur ou égale à 60.000.000.00 DA.

et intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges contre une somme de 3 000,00 DA représentant les frais d'impression auprès de l'OPGI de Mostaganem sise Avenue Khemisti Mostaganem.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature », « offre technique » ou « Offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention.

«Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° /2025»

la Réalisation en TCE y compris VRD 150/2000 LPL - 2EME TR 2024 A AIN TEDES Wilaya de Mostaganem

«A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

- L'enveloppe contenant le dossier de candidature comprend les pièces suivantes :**
- Déclaration de candidature (selon modèle joint) renseigné, signé et cacheté.
 - Déclaration de probité (selon modèle joint) renseigné, signé et cacheté.
 - Certificat de qualification et de classification professionnelle du soumissionnaire en cours de validité.
 - Copie des statuts du partenaire cocontractant (SNC- SARL- EURL- SPA)
 - Bilans des années -2021-2022- 2023- visés par les services des impôts.
 - Les Pouvoirs du (ou des) signature (s) (dans le cas de société ou de groupement) avec les prévisions juridiques habilitant le (ou les) signataire (s) à présenter une offre et exécuter le marché au nom de l'entrepreneur.
 - Copies des attestations de mise à jour (CNAS, CASNOS, CACOBATPH), valide à la date d'ouverture des plis.
 - Copie du Registre de commerce électronique du soumissionnaire.
 - Copie du Numéro d'Identification Fiscale ou statique (NIF) ou (NIS).
 - Copie du Relevé d'Identification Bancaire.
 - Extrait de rôle de moins de trois (03) mois, apuré ou avec échéancier délivrée au niveau de lieu d'activité, du soumissionnaire et les membres du groupement des entreprises.
 - Copie notariée du protocole d'accords pour le groupement des entreprises.
 - Copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux année 2022, pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale.
 - Liste des moyens matériels à mettre à la disposition du chantier signé par le soumissionnaire, dûment justifiés (par des cartes grises ou récépissés avec attestations d'assurances en cours de validité pour le matériel roulant et pour le matériel non roulant des factures d'achat constatées par un expert ou huissier de justice ou commissaire priseur daté d'au moins une année le jour de l'ouverture).
 - Liste des moyens humains à mettre à la disposition du chantier signé par le soumissionnaire, dûment justifié (copies des diplômes et attestation d'affiliation individuelle CNAS valide pour l'encadrement)
 - Les références professionnelles de l'entreprise justifiées par des attestations de bonne exécution
- L'enveloppe contenant l'offre technique comprend les pièces suivantes :**
- Déclaration à souscrire (selon modèle joint) renseigné, signé cacheté et datée.
 - Cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
 - L'instruction au soumissionnaire dûment renseignée paraphée et signée.
 - Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé et paraphé sur chaque page.
 - Planning d'exécution des travaux avec un délai de 14 mois incluant toutes les phases des travaux.
 - Mémoire technique justificatif jointe en annexe (page -13-14).
- L'enveloppe contenant l'offre financière comprend les pièces suivantes :**
- La lettre de soumission (selon modèle joint) renseigné, signé cacheté et datée. Le bordereau des prix unitaires (BPU) renseigné, signé cacheté et daté. Le détail quantitatif et estimatif (DQE) renseigné, signé cacheté et daté.
 - Le délai de préparation des offres est fixé à 10 Jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel.
 - Les offres des soumissionnaires seront déposées le jour même de l'ouverture des plis au siège de l'OPGI de Mostaganem sise Ave Khemisti Mohamed
 - Le jour et l'heure limite de dépôt des offres sont fixés au dernier jour du délai de préparation des offres jusqu'à 12 H 00.
 - La séance d'ouverture des plis techniques et financiers se tiendra le dernier jour de la remise des offres à 13 h 30 en séance publique au siège de l'OPGI de Mostaganem, si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres ainsi que la séance d'ouverture des plis seront prorogées jusqu'au 1^{er} jour ouvrable.
 - Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis
 - Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours augmentés de la durée de préparation des offres à compter de la date de la séance d'ouverture des plis

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2531005180 Le Quotidien d'Oran 07/04/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

N.I.F : 228.224.29.54

Conformément aux dispositions des articles, 52 et 53 de la loi N°23/12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relative aux marchés publics, la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbès, porte à la connaissance des candidats ayant participé à l'avis de concours d'architecture paru en voie de presse en date du 26/01/2025 « Le Quotidien d'Oran » relatif à l'Etude et suivi pour la réalisation d'une école primaire type 2 au niveau des sites (2060 LPL+530 LLV) au pos.sau 09 telmouni, commune de Telmouni, wilaya de SIDI BEL ABBES (cites habitats intègres 2025)

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres en date du 23/03/2025 il a été décidé ce qui suit :

Bureau d'étude	Montant d'étude en TTC	Délai d'étude	Montant suivi en TTC	Délai de suivi	Note	NIF
Groupement solidaire d'architecte FAMY Chef de fil BOUNOUA Farid	4.380.000,00	03 mois	6.960.000,00	06 mois	83,88	177132702357109

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les (10) jours qui suivent la date de la première publication de l'avis d'attribution auprès de la commission des marchés compétente de la wilaya conformément aux dispositions de l'article 56 de la loi N°23/12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relative aux marchés publics et de l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations de service public.

Tout soumissionnaire intéressé peut se rapprocher du service contractant au plus tard 03 jours à compter du premier jour de publication de l'avis d'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations de service public.

Fait à Sidi-Bel-Abbès, le 23 Mars 2025

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531005090 Le Quotidien d'Oran 07/04/2025

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr

T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse



■ Vends loue ou échange appart neuf, gd standing, 140 m² dans une résidence, côté rond-point wilaya/Oran, Idéal pour médecin, avocat, labo d'analyses, bureau d'architecte... Tel : 0673.28.51.23 - 0772.22.86.83

■ A louer F4, 160 m² meublé, 5^e avec ascen, frange maritime + A louer appart F3, 70 m², 1^{er} Dar Salam, Hai Sabah + A louer dépôts 180 m², 5m H, Bahi-Amar, Senia + A louer dépôts 100 m², La Lofa + A.V villa R+1, 220 m² 10 m f. côté ENSEP -Tel : 0773.24.62.36

Recrute (H/F), responsable de Ressources humaines et Paie :

- Diplômé dans le domaine
- Maîtrise des logiciels « Paie et RH »
- Maîtrise des langues arabe et française
- Expérience dans le domaine minimum 05 ans
- Maîtrise de processus de certification ISO 9001
- Maîtrise HSE
- Dégagé service militaire
- Résidant à Oran

Envoyez CV au : recrutescv@gmail.com

Recrute (H) Magasinier qualifié

- Niveau universitaire
- Diplômé dans le domaine
- Expérience dans le domaine minimum 05 ans
- Maîtrise logiciel des stocks
- Maîtrise de processus de certification ISO 9001
- Maîtrise des langues arabe et française
- Dégagé service militaire
- Résidant à Oran

Envoyez CV au : recrutescv@gmail.com

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر

أنقذ حياة بقطرة دم

2

20.10 Kaboul



Saison 1 - Episode 4 : La nuit

Le convoi de bus de l'ambassade de France s'élance dans Kaboul en plein chaos. Craignant une attaque de Daech, les talibans décident de ne plus l'escorter jusqu'à l'aéroport. De son côté, Fazal, infiltré, apprend que l'Etat islamique prépare désormais un attentat contre ce convoi d'occidentaux. Au même moment, Amina, sa sœur, qui tient à rejoindre ses parents à l'aéroport, est arrêtée par les talibans dans la rue avec sa jeune patiente, Nooria. Quant à Giovanni, il se confronte au chaos d'Abbey Gate dans lequel il tente...

3

20.05 Les vieux fourneaux



Dans la campagne tarnaise. Antoine, 70 ans, vient de perdre sa femme. Ses copains d'enfance, Mimi-le le flegmatique et Pierrot l'anarchiste survolté, se rendent aux obsèques. Lorsqu'Antoine découvre que sa femme l'a trompé il y a cinquante ans, il court régler son compte à l'impétrant. Ses amis engagent une folle poursuite pour le stopper.
21.35 Martinique, terre de centenaires
22.30 Polynésie, des îles sans tribunal fixe

4

20.00 Culturebox, le show



Entouré d'un public toujours fidèle, Daphné Bürki et Raphaël Yem accueillent cette semaine sur le plateau de l'émission une nouvelle vague d'invités, qu'ils soient artistes confirmés ou talents émergents. Au programme : Joël Dicker, écrivain à succès, Helena, chanteuse, Michel Hazanavicius, acteur, et Adel Fugazi, humoriste. Ils seront rejoints par Fabrice Lambert, chorégraphe, Karla da Silva, chanteuse, ainsi que Sébastien Chassagne, acteur. Une émission placée sous le signe de la découverte...
21.20 Planète Rap

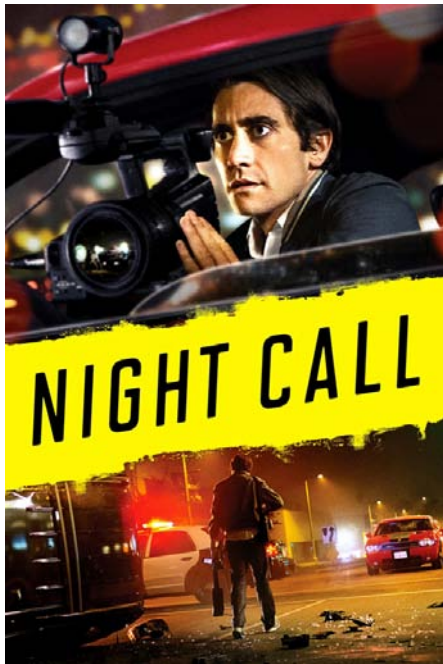
5

arte

TMC

10.47 A la découverte du monde
11.00 Les trésors des abbayes et cathédrales françaises
12.00 A vous de voir
12.35 Le Mag de la santé
13.40 SOS animaux sauvages
14.05 Cerveau, le bonheur est dans l'assiette !
15.55 C pas si loin
16.25 C dans l'air l'invité
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
20.05 Le monde de Jamy
21.40 C ce soir
22.50 C dans l'air

08.25 L'empire Erdogan
10.05 Food Markets
10.50 L'Altes Land : au coeur des vergers et des anciens marais
12.00 La nouvelle vie des exilés russes à Belgrade
14.20 L'or blanc de Noirmoutier
16.20 Invitation au voyage
17.55 Voyage en cuisine
18.30 Le dessous des images
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 Espion, lève-toi
21.35 Les assassins sont parmi nous



CINE +
FRISSE 19.50

NIGHT CALL

Acteur: Jake Gyllenhaal, Rene Russo, Riz Ahmed, Bill Paxton, Ann Cusack,...

Sans emploi et vivant de petits larcins à Los Angeles, Lou se retrouve sur la scène d'un accident de la route autour de laquelle s'affairaient des cameramen. Fasciné par leur travail, il décide de se lancer lui aussi dans le métier et se procure le matériel nécessaire. Bien que modestement équipé, Lou, que rien n'arrête, parvient à vendre ses premières images d'un accident à Nina, rédactrice en chef d'une chaîne locale.



CANAL+
family 19.50

DONNE-MOI DES AILES

Acteur: Jean-Paul Rouve, Louis Vazquez, Mélanie Doutey, Lilou Fogli,...

Thomas, qui vit chez sa mère depuis la séparation de ses parents, doit passer cinq semaines chez Christian, son père. L'adolescent délaisse donc les jeux vidéo, auxquels il est accro, pour se rendre en Camargue chez ce scientifique qui s'est mis en tête de trouver une route plus sûre pour la migration des oies. Contre toute attente, Thomas se prend finalement de passion pour les volatiles et décide de les emmener en Norvège avec son père. Quand les autorités sur place menacent de prendre les oiseaux,...



CINE +
PREMIER 20.50

3 jours max

Acteur: Tarek Boudali, Philippe Lacheau, Julien Arruti, Vanessa Guide, José Garcia, Rayane, policier maladroit, héroïque malgré lui dans 30 jours max, se trouve cette fois confronté à une situation des plus rocambolesques : sa grand-mère a été kidnappée par un cartel mexicain et il a 3 jours max pour la libérer. Aux côtés de ses fidèles collègues, il va vivre des aventures extrêmes entre Paris, Abu Dhabi et Cancún.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Astérix et Obélix contre César



Dans une Gaule occupée par les Romains, vers 50 avant Jésus-Christ, un village d'irréductibles résiste à l'envahisseur grâce à une potion magique préparée par le druide Panoramix. Mais celui-ci est enlevé par le gouverneur romain Détritus, qui veut le forcer à lui donner la formule de son breuvage. Même sous la torture, Panoramix ne révèle rien de ses secrets. Astérix et Obélix se portent à son secours.

22.05 Eurodreams
22.10 New York Unité Spéciale

6

20.10 Mariés au premier regard



Saison 9 - Episode 6

Les célibataires ayant choisi de s'en remettre à la science pour trouver l'âme sœur poursuivent leur aventure sentimentale. Parmi eux, Clémence, la candidate malheureuse de la saison 8. Alors qu'elle avait été plantée devant l'autel, à Gibraltar, par Romain, son prétendant l'année dernière, la femme d'affaires a décidé de retenter sa chance en confiant sa vie amoureuse aux deux expertes du programme, Estelle Dossuin,...

CANAL+

20.05 Cimetière indien



Saison 1 - Episode 1

En 1995, Lidia, jeune recrue de l'anti-terrorisme est envoyée à Péronne dans les Bouches-du-Rhône, pour enquêter sur le meurtre d'un imam retrouvé scalpé. Elle mène les investigations au côté du gendarme Jean Benefro. Quelques années plus tard, l'ancien maire du village est horriblement assassiné dans sa maison de retraite à l'âge 91 ans. Le lieutenant Adrien Caron est chargé de l'enquête.

PLANETE +

TFX

W9


09.18 Brian Wilson : Long Promised Road
10.59 Marilyn Monroe: la célébrité à tout prix
13.02 Les armes secrètes de la Seconde Guerre mondiale
14.53 Le génie des bâtisseurs
16.46 Ramsès le Grand
18.24 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Au-delà de la mort : les secrets des rites funéraires
21.41 Le mystère de l'homme de Denisova
22.38 Enfant sapiens

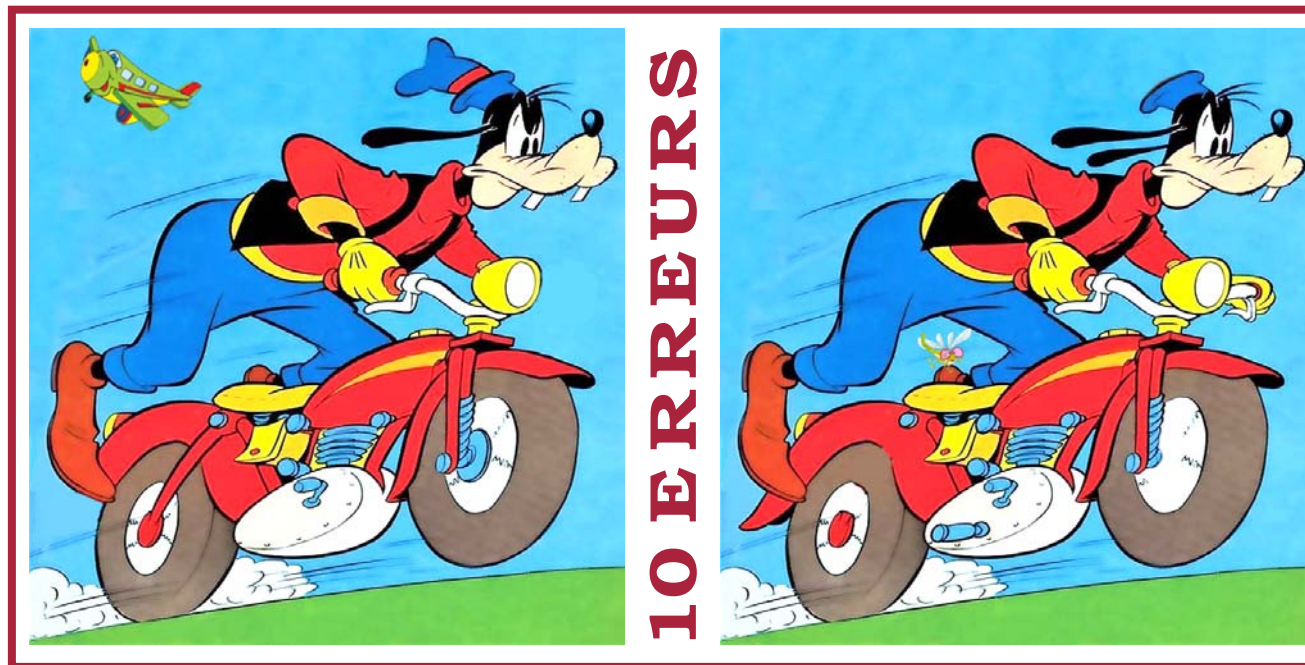
09.30 Gossip Girl
10.10 TFX infos
10.15 Gossip Girl
12.50 Les frères Scott
17.15 Quatre mariages pour une lune de miel
19.05 Plus belle la vie, encore plus belle
20.10 Appels d'urgence

08.00 Kaamelott
10.00 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait
18.50 The Power . qui a le pouvoir ?
20.05 Météo
20.10 Le flic de Beverly Hills II

CODÉS N° 9238

1	L	2	O	3	N	4	C	5	R	6	E
7	U	8	M	9	T	10	I	11	V	12	S
13	D	14	P	15	H	16	A	17	Q	18	
19		20		21		22		23		24	

 **Poissons 19-02 au 20-03**
Le plus difficile aujourd'hui sera de canaliser votre belle énergie pour rester efficace. Vous avez le vent en poupe !



Iran: un vice-président limogé après un coûteux voyage en Antarctique



Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a démis de ses fonctions samedi son vice-président chargé des affaires parlementaires après un coûteux voyage en Antarctique, au moment où hyperinflation et crise économique étranglent les ménages. Une photo publiée sur les réseaux sociaux a montré ces derniers jours Shahram Dabiri au côté d'une femme présentée comme son épouse, posant près du Plancius, un bateau de croisière qui offre depuis 2009 des expéditions luxueuses en Antarctique. «Dans un contexte où la pression économique sur la population est toujours élevée (...), les voyages récréatifs coûteux des responsables, même à leurs frais, ne sont ni défendables ni justifiables», fustige le président iranien dans une lettre publiée samedi par l'agence officielle Irna. Médecin de profession âgé de 64 ans et proche confident du président Pezeshkian, M. Dabiri avait été nommé à ce poste en août 2024. Le gouvernement avait été vivement critiqué après la publication de la photo, et plusieurs soutiens de M. Pezeshkian avaient exhorté à démettre de ses fonctions ce vice-président.

Le Quotidien

Édition Nationale d'Information

Le Burundi ferme un site de transit accueillant 45.000 réfugiés congolais



Un site de transit pour réfugiés au Burundi, abritant des dizaines de milliers de Congolais fuyant les violences dans l'est de la RDC, a été fermé par les autorités, ont indiqué samedi à l'AFP des témoins et un responsable local. Selon l'ONU, le stade de Rugombo accueille plus de 45.000 réfugiés de RDC, où le groupe M23 -soutenu par le Rwanda- qui dit défendre les

intérêts des populations tutsi dans l'est du pays, a repris les armes en 2021 contre le gouvernement de Kinshasa. Le M23 a depuis pris le contrôle de vastes pans de territoire de l'est de la RDC, notamment le long de la frontière avec le Burundi, faisant craindre une guerre régionale. L'ONU estime qu'environ 70.000 réfugiés ont fui vers le Burundi depuis janvier, le qua-

lifiant de «plus important afflux de réfugiés depuis des décennies». Mais, selon certaines sources, beaucoup sont repartis entre-temps. Face à l'augmentation du nombre de réfugiés, les autorités burundaises et le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) ont procédé à des relocalisations vers d'autres camps de réfugiés, dont celui de Rutana.

Le Zimbabwe va suspendre les droits de douane sur les importations des Etats-Unis



Le président du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa a déclaré samedi qu'il suspendrait tous les droits de douane sur les marchandises importées des Etats-Unis, quelques jours après que Donald Trump a annoncé des droits de 18% contre ce pays pauvre d'Afrique australe. Les principaux partenaires commerciaux de ce pays riche en minerais sont les Emirats arabes unis, l'Afrique du Sud et la Chine, et ses exportations vers les Etats-Unis comprennent principalement du tabac et du sucre. «J'ordonnerai au gouvernement zimbabwéen de mettre en oeuvre une suspension de tous les droits de douane prélevés sur les marchandises en provenance des Etats-Unis», a déclaré le président Emmerson Mnangagwa dans un message posté sur X.

Cette annonce est «destinée à faciliter les importations américaines sur le marché zimbabwéen, tout en favorisant simultanément la croissance des exportations zimbabwéennes vers les Etats-Unis», a-t-il expliqué. Le total des échanges de marchandises entre les deux pays s'est élevé à 111,6 millions de dollars en 2024, selon les données du gouvernement américain.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA RÉELLE DIPLOMATIE

Avec le voyage du ministre des Affaires étrangères français faudrait-il conclure que les tumultes dans les relations entre la France et l'Algérie sont promis à l'extinction ? Loin s'en faut. D'importants efforts de sagesse soutenus sont encore nécessaires pour que le débat à venir soit à la hauteur des problèmes mondiaux de l'heure et qui à bien des égards dépasseraient le cercle algéro-français.

Si des nuages sombres planent encore sur les relations entre les deux pays, ils ne sauraient se détacher de la large crise internationale avec ses nombreux tenants et ne peuvent être écartés des prochaines concertations entre Paris et Alger.

Une objective prise en charge de tous les sujets qui les préoccupent est tout in-

diquée en ce moment dans l'intérêt des deux Etats.

Le président Macron, contrairement à ce que l'on croit, n'est pas dénué de finesse politique pour se laisser emporter par les cris d'orfraie d'une droite radicale. Il sait ce qu'il en coûterait au peuple français. Aussi a-t-il saisi au vol l'opportunité d'une communication téléphonique avec le président Tebboune pour manifester son intention de remettre en bon ordre ses propres rangs.

Pour leur part, les autorités algériennes étaient convaincues que les aigreurs ver-

bales d'un ou de deux officiels français relevaient plus d'un étalage de gros mots dignes d'une ambiance de cales ou de comptoirs d'estaminets.

Des mauvaises humeurs feintes servies pour la cuisine politicienne franco-française. Par son silence observé, le locataire de l'Elysée avait laissé faire pour une mise d'eau dans le verre d'ivresse d'une extrême droite en capacité de pourrir encore davantage une situation politique interne déjà mise à mal.

Le premier responsable du Quai d'Orsay en se déplaçant à Alger vient d'abord en éclaireur. Il apprendra entre plusieurs vérités que les menaces en l'air et les discours vindicatifs ne peuvent servir la réelle diplomatie dans l'intérêt des deux peuples avec une histoire partagée.

Nissan révisé ses plans de production aux Etats-Unis et cesse d'y vendre 2 SUV produits au Mexique



Le constructeur automobile japonais Nissan a annoncé vendredi réviser ses plans de production aux Etats-Unis afin d'ymaintenir des volumes «exemptés de droits de douane», et va cesser de commercialiser dans le pays deux modèles de SUV produits au Mexique. Nissan, massivement endetté et dont le bénéfice d'exploitation s'est effondré, avait annoncé en novembre supprimer 9.000 postes dans le monde et réduire de 20% ses capacités de production. Il avait précisé en février vouloir notamment réduire la production dans ses usines américaines de Canton (Mississippi) et Smyrna (Tennessee).

Mais l'entrée en vigueur jeudi de surtaxes douanières américaines de 25% sur toutes les voitures importées aux Etats-Unis, un marché crucial pour Nissan, change la donne.

Ainsi, finalement, la production du Nissan Rogue «sera maintenue dans l'usine de Smyrna, afin de maintenir aux Etats-Unis un plus grand volume localisé exempté des nouveaux droits de douane», a expliqué le constructeur.

L'Espagne met en pause son développement sur le marché ferroviaire français



Engagée depuis des mois dans un bras de fer avec la SNCF, la compagnie ferroviaire espagnole Renfe a annoncé vendredi mettre en pause ses projets de développement en France, laissant planer le doute sur la poursuite de ses opérations sur le marché hexagonal. «Face aux difficultés et retards successifs rencontrés dans le déploiement de son offre de services à grande vitesse en France, Renfe confirme avoir engagé un processus d'analyse et de réflexion sur sa stratégie globale dans ce pays», a assuré la compagnie dans une déclaration transmise à l'AFP. Cette réflexion va se traduire notamment par un «report du lancement de ses opérations» entre Barcelone et Toulouse, qui étaient censées débuter au deuxième trimestre 2025, ajoute dans cette déclaration l'opérateur, sans plus de précisions sur l'avenir de cette liaison. La compagnie publique espagnole avait annoncé mi-octobre le lancement de liaisons directes entre Barcelone et Toulouse, avec des arrêts dans les villes espagnoles de Gérone et Figueras, mais aussi à Perpignan et Carcassonne, cinq ans après y avoir mis fin en pleine crise du Covid-19.